

LE VOLUME 31 N°3 NOVEMBRE 2012

Point

Spécial JQSI
Pour une économie plus juste

JOURNÉES
OULÉCOISES DE
SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
7 et 8 novembre 2012
www.jqsi.org

P. 20-21



WWW.CS3R.ORG

**Financement
du CS/TR**

PAGE **16**

ENTREVUE AVEC
Michel Collon

PAGE **28**

DOSSIER PAGES 4 À 15

L'économie: un mensonge organisé

Une publication du
**COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**



DOSSIER L'économie : un mensonge organisé	
Éditorial : Ne jamais «baisser la garde»	p.2
Jean-Claude Landry	
S'attaquer au contexte : Les Maîtres du monde	p.4
Yves Lawler	
Inégalités : des budgets aux revenus	p.6
Jean-François Veilleux	
Les ressources naturelles sous le dogme de l'économie	
Stéphanie Bacher	p.8
Impuissance de l'État vis-à-vis les marchés financiers	
Luc Dufresne	p.10
L'état du commerce équitable - Desiree Hatem	p.11
Les bons coups - Alain Dumas	p.12
L'impact des politiques néolibérales sur les femmes	
Marie-Andrée Gauthier	p.14
Le financement du CS/TR - Jean-Marc Lord	p.16
Coopération - Sylvain Pinet	p.18
Journées québécoises de la solidarité internationale	
Marlène Dubois	p.20
Stoppons les dépenses militaires :	p.22
Jules Bergeron	
Stages : Le comité jeunesse en Haïti	p.23
Comité jeunesse du CS/TR	
Femmes et Développement : La traite des femmes	p.24
Marie-Andrée Gauthier	
Réseau In-Terre-Actif fête ses 15 ans	p.26
L'équipe RITA	
Entretien avec Michel Collon - Daniel Landry	p.28
Palestine	p.29
Chronique culturelle	p.30
Nouvelles en vrac	p.31



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières :
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Tél : (819) 373-2598 Téléc : (819) 373-7892 - www.cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la production de ce numéro.
Coordination de la recherche et de la rédaction : Marlène Dubois
En collaboration avec
Annie Lafontaine, Jean-Marc Lord et Valérie Lupien
marlene.dubois@cs3r.org
annie.lafontaine@cs3r.org
jean.marc.lord@cs3r.org
valerie.lupien@cs3r.org
Conception graphique et mise en page :
Martin Rinfret - martin.rinfret@gocable.ca
Impression : www.geographik.net
Tirage : 1000 copies
Imprimé sur papier 100% recyclé
Envoi de publication :
enregistrement no 488 151 / ISSN : 0828-7910

NE JAMAIS « BAISSER LA GARDE » !

Aussi universelle qu'elle soit, la solidarité est une valeur qui s'exprime d'abord au quotidien auprès de nos proches et de nos concitoyens. Pour ceux et celles habités par le sentiment d'une fraternité universelle et conscients que nous vivons tous et toutes sur une seule et même planète, la solidarité s'exprimera aussi à l'égard des autres peuples et nations en marche, parfois en lutte, vers un monde plus juste.



Jean-Claude Landry
Président du CS/TR

Mais la solidarité, toute essentielle qu'elle soit pour assurer le bien commun et bâtir des sociétés humaines et conviviales, est une valeur à la fois forte et fragile. Forte du fait qu'elle peut surmonter les plus difficiles obstacles mais fragile parce qu'elle est à contre-courant du discours de l'heure valorisant l'individualis-

me, la compétitivité, l'adhésion à cette culture délétère du « chacun pour soi ».

Qu'il suffise pour s'en convaincre de constater comment, devant toute tentative d'un meilleur partage de la richesse, réagissent ceux et celles qui se confortent d'une société de plus en plus profondément fracturée entre les plus nantis et les autres. L'actualité au Québec nous en donne un bon exemple avec cette levée de boucliers, transformée en campagne d'opinion bien orchestrée, devant la volonté du nouveau gouvernement de partager un peu mieux la richesse en révisant, modestement somme toute, la fiscalité québécoise.

Cela en dit beaucoup sur l'importance de ne jamais baisser la garde dans nos efforts pour revendiquer et promouvoir un monde plus juste et plus solidaire. Un combat sans fin qu'il faut mener sur tous les fronts que ce soit ici ou à l'échelle

La solidarité, toute essentielle qu'elle soit pour assurer le bien commun et bâtir des sociétés humaines et conviviales, est une valeur à la fois forte et fragile.



La Paz, Bolivie. Le CS/TR travaille depuis près de 40 ans à favoriser la solidarité internationale en maintenant des partenariats avec des organismes et associations de la Bolivie, du Nicaragua, de Cuba, d'Haïti et du Mali.

de la planète. Parce que lutter pour la solidarité c'est lutter pour qu'elle s'exprime partout, dans notre cour comme au bout du monde.

C'est l'engagement historique pris par ces militants et militantes qui ont fondé le Comité de solidarité. Et c'est l'engagement qu'ont actualisé au fil des 40

C'est l'engagement historique pris par ces militants et militantes qui ont fondé le Comité de solidarité.

dernières années ces centaines de femmes et d'hommes, salariés comme bénévoles, qui se sont impliqués au sein du CS/TR. En cette veille d'un quarantième anniversaire, c'est cet engagement que nous réaffirmons avec force et enthousiasme en ce début de saison 2012-2013. Merci de nous aider à poursuivre cette exigeante mission.

Devenez membre de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de la Mauricie afin de promouvoir la langue française et la souveraineté du Québec et aussi pour protéger et valoriser le patrimoine national. www.ssjbmauricie.qc.ca



Lors de la grève étudiante au printemps, certains ont traité les étudiants d'enfants-rois. Pourtant les vrais enfants-rois, ce sont les plus riches de la population - le 1 % - qui, ici comme ailleurs, domine notre planète.

LES MAÎTRES DU MONDE

PHOTO : JACQUES BOUCHARD

Cette minorité possède tout : grandes entreprises, chaînes de magasins, pétrolières, banques et bien sûr les médias, première ligne d'attaque contre quiconque menace leur vision néolibérale de la société, leur ordre établi. La propagande anticarrée rouge et anti Gabriel Nadeau-Dubois, ancien porte-parole de la CLASSE, l'a d'ailleurs démontré. Lorsque celle-ci ne suffit pas, ces gens ont les gouvernements à leur service et ils usent de l'appareil judiciaire et d'une force policière détentrice de la violence « légale ».



Yves Lawler

Non contents de tout posséder, ils en veulent plus. Depuis le début des années 1980, cette minorité dominante a imposé sur la terre le néo-libéralisme (privatisation, dérèglementation, coupures dans les services publics, réduction d'impôt pour les plus riches) prétendant que ce choix politique nous assurerait la prospérité. Ils ont mis les États à leur service pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire augmenter leurs profits. N'allez pas croire que cela les a contentés.

Pour augmenter ces profits sans aucun investissement, il leur fallait aussi diminuer la force des syndicats pour s'attaquer aux conditions de travail et aux salaires. C'est Ronald Reagan, au début des années 80, qui a lancé le bal en congédiant tous les contrôleurs de l'air en grève dans les aéroports. Pour atteindre ce but, des campagnes antisyndicales furent lancées. Les syndicats étaient trop puissants disait-on, ce qui nuisait à notre développement économique. La propagande a fonctionné et les plus riches ont réussi à diminuer les coûts de la main-d'œuvre, ce qui leur a permis d'augmenter leurs avoirs.

Les gouvernements en perte de pouvoir, les syndicats affaiblis, les marchés ouverts entraînant des délocalisations massives et de plus en plus de chômage, la grande bourgeoisie a exigé encore plus de réduction du rôle de l'État et surtout une dérèglementation du secteur financier.

Depuis le début des années 1980, cette minorité dominante a imposé sur la terre le néo-libéralisme prétendant que ce choix politique nous assurerait la prospérité.

Ils ont ensuite exigé le libre-échange pour accéder à un plus grand marché d'acheteurs, à plus de ressources naturelles et à la libre circulation de leur capital, leur permettant de jouer les salariés d'un pays contre l'autre afin d'obtenir des réductions de conditions de travail dans les pays développés et d'autre part, déménager leurs usines là où la main-d'œuvre est bon marché.

Les travailleurs et les populations des pays riches désormais appauvris, ceux des pays en développement franchement sous-payés, les multinationales manquaient alors d'acheteurs. Comme il ne leur servait plus à rien de produire plus pour augmenter leurs profits, ils optèrent alors pour les prêts et les actions à la bourse. L'argent obtenu en réduction d'impôt et abris fiscaux, devant servir à créer de l'emploi, s'est donc retrouvé dans la spéculation, dans les « subprimes » à l'origine de la crise financière de 2008. C'était pourtant la voie vers le bonheur de tous que proposaient les néolibéraux disciples du professeur Milton Friedman de l'Université de Chicago.

Dans le réel, si toutes ces mesures ont permis aux enfants-rois de s'enrichir, les salariés ont vu pour leur part leur pouvoir d'achat stagner. Aux États-Unis, le salaire horaire réel dans le secteur privé est resté le même entre 1967 et 2006. Forcées d'emprunter pour boucler le budget, les familles le firent au point où nous sommes rendus à la limite de l'endettement par foyer. Ainsi, la dette privée est passée de 110 % du produit national brut des États-Unis en 1970 à 293 % en 2007.

Mais le jeu de cartes s'est écroulé. La bulle des prêts hypothécaires a crevé. Les entreprises qui prônaient la diminution du rôle de l'État ont obtenu de celui-ci des montants faramineux pour sauver leur peau. Des

sommes qui proviennent de la poche du contribuable. Qui, depuis les années 80, a été le grand perdant selon vous? Vous et moi.

De plus, nous payons pour les dégâts causés par cette crise, comme la hausse du chômage et de l'aide sociale sans oublier que les travailleurs diminuent leur salaire pour sauver leurs entreprises.

Nous vivons sous une dictature économique. Croyez-vous que ces maîtres du monde vont payer quoi que ce soit pour leurs dégâts? Non! Les riches et leurs entreprises ne veulent pas être mis à contribution, car tout ce beau monde menace de partir en cas de hausse de leurs impôts.

Au printemps, la prise de conscience de ce système injuste a monté d'un cran au Québec et elle a permis à la population de manifester son ras-le-bol face à un système corrompu au service du 1 % de la population. Ici comme ailleurs, la lutte doit continuer pour des changements progressistes, mettant l'économie au service de la majorité et du bien commun.

Le Centre canadien des politiques alternatives a révélé que l'écart de rémunération entre les hauts dirigeants des grandes sociétés et les salariés atteint toujours un record sans précédent, et cela malgré les turbulences sévères de l'économie mondiale des dernières années.



« Pour la première fois, une génération d'êtres humains sur cette terre n'aurait plus seulement comme ambition de refaire le monde, mais d'éviter qu'il ne se défasse. »

Albert Camus
[1913-1960]

INÉGALITÉS

DES BUDGETS
AUX REVENUS

À l'heure où l'humanité doit affronter plusieurs crises mondiales simultanées (économique, démographique, climatique, alimentaire, énergétique), il est stupéfiant de constater à quel point certains gouvernements osent couper rapidement dans les services sociaux sans rechercher de véritables solutions.



Jean-François Veilleux

Tout d'abord, il existe plusieurs endroits dans l'occident capitaliste où l'argent est cumulé au détriment de la majorité de la population, que l'on pense notamment aux monstrueux profits des banques et des grandes entreprises, ou aux onéreux budgets militaires. Il est inconcevable de constater que l'humanité investit davantage dans l'armée et la défense que dans la culture et l'éducation!

En effet, les chefs d'État multiplient les contrats d'achats militaires. Saviez-vous que l'armée accapare le quart du budget de la publicité fédérale canadienne (notamment plusieurs millions en recrutement)? Le budget du ministère de la Défense est d'ailleurs le seul qui ait bénéficié d'une hausse annuelle de 1 % (et ce, sans aucune raison valable) augmentant ainsi de 6,6 milliards annuellement en cinq ans. La Défense disposait donc d'un budget total de 20,6 milliards en 2010... pour un total de 48 milliards depuis 2006¹ (environ l'augmentation de la dette du Canada pendant la même période). Pourtant, si on veut être logique, l'heure est à la pacification, non à la militarisation!

Selon une étude de l'association Tax Justice Network (TJN), au moins 21 000 milliards de dollars d'actifs financiers étaient détenus par des particuliers fortunés dans des

paradis fiscaux à la fin de 2010, soit l'équivalent du poids cumulé des économies américaine et japonaise. L'ONG britannique estime que 92 000 personnes (0,001 % de la population mondiale) sont détentrices de ces avoirs.²

Comme disait Jacques Roger dans son introduction du discours sur les sciences et les arts de Rousseau en 1970, « ce n'est pas la propriété qui est responsable du malheur de l'humanité ». En effet, c'est plutôt l'inégalité des possessions! Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2006 sur l'indice de développement humain : le revenu combiné des 500 personnes les plus riches du monde est supérieur à celui des 416 millions les plus pauvres! La tempête de colère est loin de se calmer et l'heure du règlement de compte approche...



Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2006 sur l'indice de développement humain : le revenu combiné des 500 personnes les plus riches du monde est supérieur à celui des 416 millions les plus pauvres!

En fait, les inégalités de revenus forment principalement cette crise économique, petite dernière de cet ordre cannibale capitaliste qui doit enfin prendre fin. Pourtant, l'économiste J. Keynes [1883-1946] le soulignait il y a 70 ans : une économie ne peut pas croître si elle est clivée par d'importantes inégalités de revenus. Il faut donc absolument revoir la répartition entre les profits des entreprises et le niveau des salaires.

Or les chiffres sont consternants : « Écart de revenu entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres au Ca-

Un jour, il faudra apprendre à travailler ensemble, à remplacer la compétitivité par la coopération afin d'obtenir une économie équitable et plus juste pour tous les individus.

nada : 10 pour 1 (8 pour 1, il y a 20 ans). États-Unis : 14 pour 1. Suède : 6 pour 1. Les écarts de rémunération entre les hauts dirigeants et les salariés atteignent des niveaux records »¹.

Plus précisément, non seulement les riches sont de plus en plus riches, mais « en 2010, les 100 Canadiens les plus fortunés avaient gagné 189 fois le revenu moyen, c'était 105 fois en 1998... »²! Aujourd'hui, c'est 8,38 millions de dollars contre 44 366 \$ pour la moyenne canadienne, un montant que les riches accumulent en seulement quelques heures...

« Cette souffrance va amener les gens à réfléchir pour établir un nouveau contrat social planétaire », disait Jean Ziegler. Peut-être serait-il temps de réduire le niveau de vie occidental dans nos sociétés qui prônent l'égoïsme et nous encouragent trop à gaspiller. Par exemple, en Afrique, on consomme 12 litres d'eau par jour, tandis qu'ici, c'est 400 litres!

SAVIEZ-VOUS QUE 350 MILLIONS D'INDIENS
VIVENT AVEC MOINS DE 1 DOLLAR PAR JOUR?

De plus, est-ce que quelqu'un peut m'expliquer – autrement que par le saccage sauvage du capitalisme moderne – pourquoi le continent africain est le plus riche du monde en ressources naturelles, mais avec la population la plus pauvre?

Nous savons tous que le problème de l'alimentation n'est pas celui de la production, mais bien de la volonté d'en distribuer partout. Lorsque le dernier Harry Potter est sorti, l'être humain a réussi à faire un lancement simultané dans une centaine de pays! Avec une telle ingénio-



Plus d'un milliard d'êtres humains vivent toujours dans la pauvreté extrême avec pas moins de 1,25 dollar par jour pour survivre.

sité d'organisation, on aurait pu remplacer cela par une denrée plus nécessaire...

Enfin, même s'il ne pousse pas dans les arbres – et qu'il ne se mange pas rappelons-le – l'argent n'est pas une ressource si rare que cela, du moins pour ceux qui savent ouvrir les yeux. Alors que les gouvernements vident les deniers publics pour remplir les coffres des banques – asséchés par leur propre appétit fondé sur notre dépendance – il est ignoble de penser qu'un président peut enlever 800 milliards à son peuple (États-Unis) pour le donner à des institutions fondées sur l'exploitation de la pauvreté et l'esclavage économique.

Un jour, il faudra apprendre à travailler ensemble, à remplacer la compétitivité par la coopération afin d'obtenir une économie équitable et plus juste pour tous les individus.

Mais dans cette époque édifée sur l'appât du gain, combien de temps faudra-t-il pour rebâtir un système sain? La croissance en Amérique du Nord repose essentiellement sur le rythme compulsif et pathologique de la consommation des ménages. Notre mode de vie est irresponsable et voué à l'échec. Soit les nations feront disparaître l'endettement, soit l'endettement fera disparaître les nations. Délivrons-nous enfin du joug, délestons-nous de ces vipères et requins de la finance adeptes de la spéculation boursière...

1- www.stopponslesdepensesmilitaires.com/site/enjeux/depenses-militaires

2- www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/07/23/006-sommes-paradis-fiscaux-rapport.shtml

3- www.cyberpresse.ca/chroniqueurs/yves-boisvert/201112/31/01-4482034-lannee-2011-de-a-a-z.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_aujourd'hui-sur-lapresseca_267_accueil_ECRAN1POS1

4- www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/01/03/001-plus-riches-canada-ecart.shtml

*Nous nous rassemblons
Parce que nous croyons que l'utilisation de nos
richesses naturelles
Doit se faire en accord avec les populations
En harmonie avec la nature
Au profit de tout le monde
Et dans l'intérêt des générations à venir.
Nous nous rassemblons parce que nous croyons
qu'il est possible
De nous développer selon un modèle
Qui est une source d'enrichissement réel, de
progrès et de fierté
Et une source d'inspiration pour le monde entier
(Déclaration du 22 avril 2012)*

PHOTO : ANNE GAUTHIER



Même les plus jeunes générations du Québec ont exprimé leur souci quant au respect des ressources naturelles lors du rassemblement du 22 avril dernier.



Certaines violations des droits de l'Homme par des compagnies minières canadiennes à l'étranger vont jusqu'à l'expulsion forcée des populations locales.

LES RICHESSES NATURELLES SOUS LE DOGME DE L'ÉCONOMIE

Le 22 avril dernier, 250 000 personnes se sont rassemblées à Montréal pour exprimer leur volonté de faire du bien commun un enjeu de société. À notre époque où les gouvernements semblent dans une lutte contre la montre pour exploiter les ressources naturelles, au Nord comme au Sud, il est essentiel de s'arrêter un moment et de se poser certaines questions. Comment passer du paradigme néolibéral actuel, qui subordonne nos ressources naturelles à un impératif économique sans souci pour l'environnement, à un nouveau paradigme qui fait place à une économie plus juste et équitable?



Stéphanie bacher

LA MARCHANDISATION DE NOS RESSOURCES NATURELLES NE PROFITE QU'À UNE ÉLITE

Bien que le Québec soit une province riche en ressources naturelles, seuls quelques intérêts privés semblent en profiter, et ce, souvent au détriment de la collectivité. Pendant que les compagnies minières et pétrolières font des profits à vue d'œil, les contribuables ne sont sollicités que pour aider les compagnies ou pour réparer leurs dégâts.

L'État semble céder de plus en plus sa place au profit d'une élite économique qui paie moins que sa juste part pour l'exploitation de nos ressources naturelles. À titre d'exemple, le Québec n'a tiré ces dernières années qu'un maigre 2 % de redevances sur la production minière alors que la Colombie-Britannique en a tiré pour sa part 5,2 %, une différence qui se chiffre à 178 millions de dollars. Et c'est sans compter le fait que 14 des 20 compagnies minières n'ont payé aucune redevance à l'État québécois entre 2002 et 2008.

Le problème ne s'arrête pas là. Non seulement l'exploitation de nos ressources naturelles ne profite qu'à quelques

intérêts privés, mais elle est aussi très coûteuse pour la société dans laquelle elle s'installe. Le gouvernement du Québec a versé en six ans 700 millions de dollars en subventions et aides fiscales pour une exploitation des ressources minières qui n'a rapporté à la société québécoise que 259 millions, en plus des coûts de 264 millions que nous avons dû déboursier pour la décontamination des sites miniers.

Hydro-Québec nous a montré, il n'y a pas si longtemps, l'importance de s'appropriier nos ressources naturelles, d'être maîtres de nos propres ressources et du même coup, de notre avenir. Pourquoi octroyer des permis d'exploration et d'exploitation à des compagnies privées alors que nous avons la capacité d'investir dans des secteurs énergétiques qui permettraient d'accroître la souveraineté énergétique du Québec?

AU-DELÀ DE L'ÉCONOMIE : DES CONSÉQUENCES HUMAINES ET ENVIRONNEMENTALES DURABLES...

Être maître de nos ressources naturelles ne suffit pas. Il faut aussi tenir compte des conséquences environnementales et sociales que leur exploitation peut causer. Ici comme à l'étranger, on ne manque pas d'exemples de dommages importants et même irréversibles qu'une exploitation des ressources, sans une réglementation adéquate pour protéger l'environnement, peut engendrer.

L'exploitation des gaz de schiste nécessite un puits de forage qui doit traverser les nappes phréatiques pour venir fracturer la roche, le schiste, pour en retirer le gaz. Le risque est grand : en traversant les nappes phréatiques pour se rendre au gaz de schiste, rien n'assure que l'eau des nappes phréatiques ne se retrouvera pas contaminée par les produits chimiques qui sont nécessaires à la fracturation du schiste. Il ne faudrait surtout pas que le Québec devienne une « Pennsylvanie » numéro 2, où du méthane s'est échappé des puits de gaz, contaminant ainsi l'eau et l'air en plus d'augmenter substantivement le risque de développer un cancer.

Ce n'est pas seulement au Québec ni en Amérique du Nord que les impacts négatifs des compagnies privées sur l'environnement se font sentir. Nos compagnies minières cana-

diennes sont loin d'afficher un dossier impeccable dans leurs activités d'exploitation minière dans le monde. Au contraire, elles sont reconnues et dénoncées par des organismes comme Amnesty International, Human Rights Watch et Mining Watch Canada pour leurs multiples violations des droits de l'Homme et de l'environnement. On parle de pollution de cours d'eau, d'absence de consultation des populations concernées, d'expulsions forcées et même de meurtres dans certains cas. Le non-respect de l'environnement de la compagnie minière canadienne Barrick Gold a même fait

en sorte qu'elle s'est retrouvée sur la liste noire de la Norvège en 2009 qui a considéré que la compagnie était responsable de dommages importants et irréversibles à l'environnement après qu'elle ait été accusée de déverser les déchets de la mine Porgera, en Papouasie - Nouvelle-Guinée, dans les rivières avoisinantes.

Les entreprises privées visent avant tout la recherche du profit. Elles emploient de grands moyens pour faire pression sur les gouvernements afin que la législation soit la plus souple possible et qu'ils n'aient pas à déboursier pour des « dommages collatéraux », c'est-à-dire l'expulsion de centaines, voire de milliers de familles, et le non-respect de l'environnement. Les citoyens doivent se tenir debout, informés et surtout ne pas

lâcher la pression sur le gouvernement pour que celui-ci adopte un cadre législatif pour forcer les entreprises à être socialement responsables.

CHANGER DE DISCOURS POUR ENSUITE CHANGER SES ACTIONS

Il faut sortir de cette logique néolibérale qui subordonne les ressources naturelles à l'économie et qui ne profite qu'à une minorité d'individus. L'État doit jouer un plus grand rôle dans la gestion de nos ressources et poser des gestes qui vont profiter à la collectivité, et ce, toujours en pensant à l'environnement et aux générations futures. Le véritable changement ne surviendra que lorsqu'on sera en mesure de concevoir nos ressources non pas dans une perspective marchande, mais plutôt dans une perspective basée sur les droits fondamentaux qui permettra un développement sain et qui profitera à tous les êtres humains, peu importe la taille de leur portefeuille.

L'État doit jouer un plus grand rôle dans la gestion de nos ressources et poser des gestes qui vont profiter à la collectivité, et ce, toujours en pensant à l'environnement et aux générations futures. Les entreprises privées visent avant tout la recherche du profit.

DES GOUVERNEMENTS SOUS LA TUTELLE DES MARCHÉS FINANCIERS

Dans un article récent consacré aux acteurs du monde financier, Serge Halimi du Monde diplomatique rappelle une scène mémorable du classique de Michael Curtis, *Casablanca*. On y voit le chef de la police locale, le capitaine Renault, effectuer une descente dans le café tenu par Rick Blaine (joué par Humphrey Bogart) afin de mettre la clé dans la porte de l'établissement. Pendant que le policier explique au tenancier à quel point il est scandalisé qu'on se livre au jeu dans le café et que c'est la raison pour laquelle il vient le fermer, on voit un croupier s'approcher du capitaine avec une liasse de billets qu'il lui remet en déclarant : « vos gains, monsieur ». Le policier marmonne des remerciements tout en empochant l'argent et en continuant, imperturbable, à expulser les clients du café.



Extrait du film *Casablanca*.



Luc Dufresne

On peut effectivement voir dans cette scène une allégorie saisissante du comportement des milieux financiers à l'égard des emprunteurs tant privés que publics au cours des dernières décennies. Des milieux financiers qui, avec une cupidité sans limites, ont utilisé toutes les ficelles et tous les stratagèmes imaginables pour faciliter l'endettement des uns et des autres dénoncent aujourd'hui l'endettement excessif, haussent les taux d'intérêt et réclament des régimes d'austérité drastiques de la part des débiteurs.

On sait comment la déréglementation des marchés financiers amorcée à la fin des années 70 et poursuivie dans les

décennies suivantes a mené à la crise des « subprimes » en 2007, puis à la crise bancaire de 2008 qui, à son tour, a entraîné une récession mondiale qui fait encore aujourd'hui sentir ses effets. Ces crises successives ont mis en lumière les dérives du système financier, notamment « l'opacité des produits titrisés, les rémunérations excessives des courtiers, les paradis fiscaux, des normes comptables inappropriées, des régulateurs défaillants, des agences de notation sous influence, une politique monétaire laxiste, » selon André Orléan, directeur de recherche au CNRS.

Pour préserver les avoirs des épargnants et éviter un effondrement du système financier, les États (en Europe et aux États-Unis) ont dû intervenir massivement pour soutenir les banques et les institutions financières. De surcroît, des gouvernements dont les finances étaient déjà fragilisées par des baisses d'impôt destinées à préserver la compétitivité de leurs économies et les ravages des paradis fiscaux ont dû accroître leurs dépenses pour limiter les dommages liés à la

récession entraînée par la crise financière. C'est ainsi que la crise financière des banques s'est muée en une crise d'endettement des États. À présent, ce sont les États qui sont dépendants des marchés financiers et des banques pour financer leur déficit budgétaire, et qui sont attaqués à coups de taux d'intérêt élevés et de notes dégradées.

Le paradoxe, c'est que les marchés financiers forcent aujourd'hui l'adoption de recettes néolibérales par les gouvernements, des recettes censées leur permettre de sortir d'une crise qui résulte elle-même des politiques néolibérales des dernières décennies.

Parce que la crise financière, dont le néolibéralisme est le principal architecte, a forcé les États à assumer des déficits accrus et une dette amplifiée pour composer avec la récession économique provoquée par cette crise financière, le néolibéralisme a refait surface, camouflé sous le péril de l'endettement des États.

Source : Yvan Allaire et Mihaela Firsirtu, *Le Devoir* 28 septembre 2011

Après avoir longtemps tiré profit de la générosité des États, les banques et leurs dirigeants continuent d'organiser la fraude fiscale en freinant la moindre tentative de régulation.

L'ÉTAT DU COMMERCE ÉQUITABLE EN 2012

Depuis sa première apparition en 1860, dans le roman « *Max Havelaar* » d'Édouard Douwess Decker, le commerce équitable a fait du chemin. Une multitude d'alliances et de structures ont été mise en place afin de promouvoir ce modèle économique. Mais où en sommes-nous aujourd'hui ?



Désirée Hatem

Une étude quantitative sur les perceptions du commerce équitable des consommateurs a été effectuée par GlobeScan à la demande de Fairtrade International. Cette étude a débuté en 2008 dans quinze pays, puis dans trois autres pays en 2010 pour finalement se terminer en 2011. Voici quelques conclusions intéressantes tirées de l'étude menée au Canada.

« En général, les consommateurs comprennent ce qu'est le commerce équitable et l'associent correctement à des prix justes, à l'accès aux marchés mondiaux pour les producteurs, à la protection des droits de la personne et à l'aide aux agriculteurs des pays pauvres. »

Ce résultat est le fruit d'un long travail de sensibilisation qui n'est d'ailleurs point terminé puisqu'il reste encore du chemin à faire afin de renseigner les consommateurs sur tous les impacts et bienfaits économiques, sociaux et environnementaux du commerce équitable sur les familles.

« Les achats déclarés de produits équitables ont beaucoup augmenté dans la dernière année. »

Si l'on prend comme exemple la vente de certains produits certifiés Fairtrade au Canada, on constate que de 2005 à 2011, le volume en kilogramme de cacao vendu est 8 fois plus important, celui du café est 4 fois plus important et celui des fruits est 9 fois plus important. Toutefois, selon Fairtrade Federation (organisation américaine), les ventes issues du commerce équitable représentent moins de 0,1 % du commerce mondial. Ce qui démontre tout le chemin qui reste encore à parcourir.

« Le prix et la disponibilité des produits restent les principaux obstacles à l'achat plus fréquent de produits équitables. »

C'est un fait, et cela même si la différence est parfois minime (entre 10 et 30 cent de plus) par exemple sur le prix des bananes équitables par rapport aux autres. On peut noter toute l'importance du travail de sensibilisation à faire sur les consommateurs afin de valoriser le choix de produits reflétant des valeurs justes. Plus il y aura de demandes en produits équitables et plus la disponibilité de ces produits s'accroîtront et les prix seront compétitifs.

Bref, depuis son apparition, le commerce équitable a fait un grand pas vers l'avant mais sa route est encore longue. Il appartient à chacun de contribuer à le



Récolte de grains de café destinée au commerce équitable à Sainte-Suzanne en Haïti.

faire avancer encore plus car le pouvoir de changer les choses commence individuellement et c'est ensuite qu'il forme la force collective du changement.

J'aimerais terminer avec une citation du Dalaï Lama : « Si vous avez l'impression que vous êtes trop petit pour changer quelque chose, essayez donc de dormir avec un moustique. Vous verrez lequel des deux empêche l'autre de dormir ». Nos gestes et nos habitudes de consommation quotidienne ont des répercussions sur une famille quelque part en Haïti ou ailleurs dans le monde, à quelques milliers de kilomètres de chez-nous, et ils peuvent réellement changer quelque chose.

« Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine » Article 23, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

1- GlobalScan, Fairtrade International Enquête 2011 sur les perceptions des consommateurs, Rapport sommaire sur les résultats Canada - Fairtrade Canada, 2011, Lien Internet : <http://fairtrade.ca/fr/a-propos/faits-et-statistiques>

2- Fairtrade Canada, Vente de produits certifiés Fairtrade au Canada, 2011, Lien Internet : <http://fairtrade.ca/fr/a-propos/faits-et-statistiques>



PLUS VERTE ET PLUS DÉMOCRATIQUE

UNE AUTRE ÉCONOMIE EST POSSIBLE

La crise qui a éclaté en 2008 n'en finit plus de rebondir. D'abord, une crise de surendettement de millions de personnes qui a entraîné une crise financière qui a paralysé l'ensemble du système bancaire mondial. Ensuite, une crise de la dette des États qui ont maintenu artificiellement en vie le modèle capitaliste-productiviste.



Alain Dumas

Parallèlement, la planète est à bout de souffle : réchauffement climatique et épuisement de nombreuses ressources.

Dans les pays riches, nous consommons trop. Notre empreinte écologique¹ dépasse le seuil de « soutenabilité » depuis 1980. Au Canada, nous consommons comme si nous disposions de cinq planètes.

Cette surconsommation a entraîné non seulement une dette financière insupportable, mais aussi une dette écologique. C'est pourquoi la crise ouverte en 2008 n'est pas une crise passagère comme l'ont été les récessions passées. Il s'agit d'une crise globale.

Si nous en sommes là, c'est parce que nous avons perdu collectivement le contrôle de notre économie. Notre économie souffre d'un déficit démocratique.

Voulons-nous continuer à vivre dans un système économique qui évacue les dimensions sociales et environnementales ainsi que la démocratie économique. Quelles sont les alternatives au capitalisme extrême actuel?

DE L'ORIGINE DE L'ÉCONOMIE

Le terme économie vient du grec « oikos nomos », qui consiste à utiliser les ressources pour mieux répondre aux besoins de tous. L'« oikos nomos » est donc un moyen et non une fin en soi. Cette vision de l'« oikos nomos » a été

évacuée au XIXe siècle par une autre vision, dominante aujourd'hui, qui donne la priorité à la maximisation du profit privé et de la consommation individuelle.

LA DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE

Cette vision dominante est celle où les actionnaires nomment les dirigeants des entreprises qui sont les seuls à prendre les décisions. L'économie s'est donc financiarisée considérablement depuis vingt ans, ce qui a creusé les écarts de richesse et érodé les fondements mêmes de la démocratie.

Diverses études montrent que les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments et les transports collectifs, entre autres, créent plus d'emplois que le statu quo, avec en prime des emplois enracinés dans l'économie locale.

Il existe divers moyens de démocratisation de l'économie. Dans certains pays, dont l'Allemagne par exemple, la moitié des membres du conseil d'administration des entreprises sont des travailleurs salariés. Un autre moyen consiste à étendre des contre-pouvoirs au sein des entreprises en généralisant les syndicats, comme dans les pays scandinaves et au Danemark. On peut aussi démocratiser l'économie en réinstaurant des taux élevés

d'imposition sur le revenu, ce qui permet d'éviter l'accumulation de fortune colossale et de mieux répartir les fruits de la richesse créée. Les États-Unis, qui ont été les champions de l'imposition élevée des hauts revenus avec des taux de 80 % sous Roosevelt et de 70 % sous Nixon, ont réussi à réduire les écarts de richesse et de revenu.

UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE PLUS DÉMOCRATIQUE

L'économie sociale et solidaire répond à une logique différente du secteur privé, car son but n'est pas le profit individuel, mais la rentabilité économique et sociale pour ses membres et les communautés touchées. Cette forme d'économie se distingue aussi par le caractère démocratique de son mode de gestion et de décision : les membres sont souverains.

Dans la plupart des pays, on assiste à un essor de l'ÉSS depuis les années 1980. L'économie sociale joue notamment un rôle central dans la revitalisation de certaines localités. Au Québec, l'économie sociale est composée d'environ 7 000 entreprises, coopératives et à but non lucratif, œuvrant dans 20 secteurs économiques. Elle emploie plus de 125 000 personnes et génère un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 8 % du PIB québécois.

Fait intéressant à noter, les entreprises coopératives ont un taux de survie plus élevé que l'ensemble des entreprises, d'où la plus grande stabilité de l'économie sociale.²

INVESTIR DANS L'ÉCONOMIE VERTE

Puisque l'économie capitaliste des trente dernières années a engendré la crise globale actuelle, nous devons aussi entreprendre le virage vers une économie plus verte.

Comme toutes les sorties de crise, des investissements sont essentiels, mais dans de nouveaux équipements qui économisent l'énergie et les gaz à effet de serre et qui utilisent de nouvelles sources d'énergie et de matières premières propres et renouvelables. Diverses études montrent que les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments et les transports collectifs, entre autres, créent plus d'emplois que le statu quo, avec en prime des emplois enracinés dans l'économie locale.

Des études effectuées pour l'Union européenne montrent qu'un programme d'investissement vert pourrait créer 10,5 millions d'emplois de plus que le modèle de développement actuel. Par exemple, dans les transports, on évalue que 8 millions d'emplois seraient créés dans les transports collectifs, alors que 4,5 millions d'emplois seraient supprimés dans l'industrie automobile. Une autre étude du Conseil national de recherche scientifique en France montre que la réduction de 30 % des CO2 entraînerait la création de 684 000 emplois de plus que le scénario traditionnel.

Enfin, il est facile de comprendre que les dépenses en moins reliées à l'automobile et au pétrole (importé à 100 % au Québec) contribueraient à augmenter le pouvoir d'achat des citoyens et du coup, les emplois locaux dans les services locaux, reconnus plus créateurs d'emplois.

Finalement, il importe de souligner que les entreprises d'économie sociale exercent des activités économiques souvent plus vertes et moins dévastatrices de l'environnement.

1- Empreinte écologique : surface nécessaire de la terre pour produire ce que consomme une population.
2- Une étude du ministère du Développement économique du Québec (2008) indique que les coopératives ont un taux de survie de 44 % après 10 ans d'existence, comparativement à 19,5 % pour les entreprises québécoises en général.

Notre économie souffre d'un déficit démocratique.



LES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES

SEXISTES, PATRIARCALES ET OPPRESSANTES

Le néolibéralisme est le discours dominant dans le monde économique qui sous-tend un système de production et de reproduction. Ce type de discours est tenu majoritairement par des hommes et des femmes au pouvoir avec des valeurs, des croyances et des comportements tenant du patriarcat.



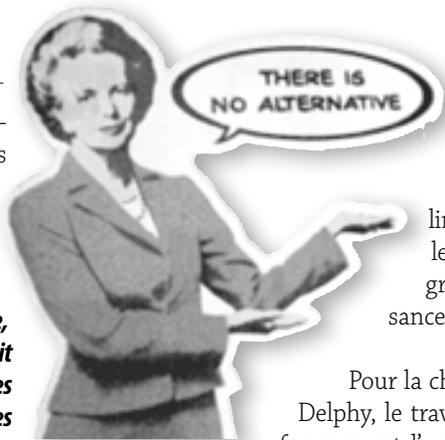
Marie-Andrée Gauthier

« L'économie féministe, qui suscite des approches différentes, rejette trois aspects distincts, mais étroitement liés de la théo-

rie économique dominante : sa tendance à glorifier la satisfaction de l'intérêt égoïste notamment chez les hommes, son refus de reconnaître la valeur économique du travail domestique, par exemple le fait d'élever des enfants, et son incapacité de s'intéresser aux identités et aux actions collectives fondées sur le sexe ou sur la nation, la race, la classe. » (Nancy Folbre, 1997 :11-12)

Les politiques néolibérales ont un impact direct sur l'autonomisation (*empowerment*) des femmes. Or, l'autonomisation économique est nécessaire pour que les femmes s'émancipent. Pourquoi ne parle-t-on pas d'autonomisation économique pour les femmes? Car il n'y a pas de considération pour le travail domestique et pour les tâches non rémunérées (par exemple, proche aidante). Les statistiques révèlent qu'en 2006, 64,6 % des heures de bénévolat dans le domaine des soins ou des personnes âgées, à raison de plus de cinq heures par semaine, étaient faites par des femmes.

En 2010, l'économie fut un des axes de réflexion de la Marche mondiale des femmes. Il découle de leurs analyses que le néolibéralisme ignore le travail « invisible » et non rémunéré des femmes, légitime la disqualification et les discriminations en emploi et reproduit la division sexuelle du travail, ignore la production qui se fait hors du marché et les modes d'échange qui se réalisent par d'autres moyens



Margaret Thatcher, pourtant première et unique femme élue Première ministre d'Angleterre, n'a malheureusement fait que renforcer l'exclusion des femmes par l'appui de politiques patriarcales.

(monnaie sociale), justifie le pillage systématique de la nature par un productivisme boulimique et entretient le mythe du « progrès », de la « croissance » illimitée.

Pour la chercheuse Christine Delphy, le travail domestique des femmes est l'une des bases fondamentales de l'oppression spécifique des femmes. Or, selon la Charte mondiale des femmes pour l'égalité, il est stipulé que l'ensemble des tâches non rémunérées, dites féminines, qui assurent la vie et la continuité de la société (travaux domestiques, éducation, soin aux enfants et aux proches) sont des activités économiques qui créent la richesse et qui doivent être valorisées et partagées. Le chercheur Sébastien Bouchard précise que cette logique patriarcale est soutenue idéologiquement par des stéréotypes sexistes supposés *naturels* ou *biologiques* et que l'on prescrit aux femmes l'éthique de la sollicitude et du « *care* » associée aux soins des enfants et de la famille, le souci pour les souffrances des autres, le maintien du lien émotionnel et la responsabilité à l'égard des proches.

Par politiques néolibérales, on entend entre autres le désengagement de l'État, la privatisation de services publics et la concentration de richesse pour une classe, soit l'élite qui ne paie pas ou presque pas d'impôts. Tout cela a des impacts sur les personnes touchées de plein fouet par la pauvreté et la vulnérabilité économique (organismes communautaires, les assistées et assistés sociaux, les femmes, les mères monoparentales).

En guise de solutions, Sébastien Bouchard suggère d'augmenter massivement le financement public dans les services publics, en particulier en santé, en éducation et dans la petite enfance; de lutter contre la tarification et la privatisation et pour une fiscalité plus progressive; d'améliorer les conditions de vie des travailleuses du secteur public (et communautaire en complémentarité) et l'accessibilité et la qualité des services offerts à la population, y compris les services à domicile en santé. Il faut également relancer certains débats, telle l'instauration de mécanismes de démocratie participative dans la gestion de l'État, la syndicalisation des travailleuses communautaires, le partage des tâches domestiques et la lutte contre les stéréotypes sexuels.

Prenons l'exemple des réformes dans le système québécois de la santé. Sébastien Bouchard nous explique que le virage ambulatoire que nous avons connu nous a menés vers une dégradation du système public universel en drainant les ressources pour celles et ceux qui peuvent se le permettre, et ce, en plus, dans un contexte de pénurie du personnel. Il s'agit en plus de réformes sous-financées. « Les politiques néolibérales, appliquées depuis le début des années 1980, ont provoqué une polarisation de la richesse et une stagnation des conditions de vie de la majorité de la population malgré la croissance économique. »

En guise de solutions, Sébastien Bouchard suggère d'augmenter massivement le financement public dans les services publics, en particulier en santé, en éducation et dans la petite enfance; de lutter contre la tarification et la privatisation et pour une fiscalité plus progressive; d'améliorer les conditions de vie des travailleuses du secteur public (et communautaire en complémentarité) et l'accessibilité et la qualité des services offerts à la population, y compris les services à domicile en santé. Il faut également relancer certains débats, telle l'instauration de mécanismes de démocratie participative dans la gestion de l'État, la syndicalisation des travailleuses communautaires, le partage des tâches domestiques et la lutte contre les stéréotypes sexuels.

La Marche mondiale des femmes suggère quant à elle une approche du droit à l'égalité. « Une approche fondée sur le concept de « droits sociaux » constitue un puissant instrument politique (...) elle change entre autres l'interprétation de la pauvreté. Au lieu de mettre l'accent sur les insuffisances matérielles, l'approche est centrée sur les institutions. L'analyse basée sur les droits sociaux démontre comment les individus ont ou n'ont pas accès aux biens et aux autres ressources ce qui dépend entre autres de leur position socio-économique, des rapports de forces, de leur pouvoir d'achat, etc. (...) Fonder l'analyse sur un déficit des droits so-

Sources :

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
www.economieautrement.org/IMG/pdf/S-Morel_L_ec-fe-ministe_Dec-2011.pdf
www.marchemondialesdesfemmes.org/themes/alternatives_economiques/cmifolder.2005-09-13.4190037081/cmifolder.2005-09-13.7697392672/fr
www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article3264 (Texte Sébastien Bouchard)
www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article27 (Texte Christine Delphy)

ciaux est une manière de mettre l'accent sur les conditions préalables. » (Mendel, 2003 a : 21) Ainsi, une approche de « droits » permet de considérer la pauvreté comme un problème politique plus qu'un problème économique.

Il faut relancer certains débats, telle l'instauration de mécanismes de démocratie participative dans la gestion de l'État, la syndicalisation des travailleuses communautaires, le partage des tâches domestiques et la lutte contre les stéréotypes sexuels.

Qui plus est, le travail n'est pas la seule activité humaine essentielle à la vie. Il doit être concilié avec les autres activités humaines tout aussi essentielles : activités familiales, amicales, amoureuses qui inscrivent les individus dans d'autres logiques, d'autres types de liens et de sociabilité, activités politiques au sens de la participation à la détermination des conditions quotidiennes de vie et du bien commun, activités culturelles pour soi, à titre gratuit. Cette orientation suppose une économie et des politiques qui garantissent aux femmes et aux hommes la conciliation des activités. (Méda, 2000) Les richesses non matérielles, non monétaires telles les liens sociaux, les relations interpersonnelles et les capacités personnelles sont donc à considérer.

Les dirigeants gouvernementaux auraient avantage à *gérer* leurs budgets afin de déconstruire les catégories de discours « *androcentriques* » et d'intégrer les expériences de vie des femmes. Il est ainsi suggéré d'intégrer totalement l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Les emplois domestiques, dits « de l'ombre » touchent particulièrement les femmes et sont souvent « synonymes de charge écrasante, sous-payés et ne bénéficiant d'aucune protection » (Caritas Internationalis).



C'EST PARTI !

Au moment où vous lirez ces lignes, notre campagne annuelle de collecte de fonds sera déjà commencée avec l'objectif ambitieux d'augmenter de 15 % les sommes amassées de même que le nombre de donatrices et donateurs. Et attention ! Nous devons poursuivre ce rythme de croissance durant encore quelques années afin d'espérer atteindre une zone « moins inconfortable ».



Jean-Marc Lord
jean.marc.lord@cs3r.org
(819) 373-2598 poste 317

Vous le voyez, ce sera au prix d'efforts soutenus de notre part, mais aussi de la part de nos sympathisants que nous pourrons passer à travers cette période difficile. Une période où le gouvernement canadien préfère appuyer des fondations

pratiquant le prosélytisme religieux ou qui font la promotion de l'industrie minière canadienne à l'étranger, plutôt que d'appuyer le travail et les efforts d'organisations de coopération et de solidarité internationale reconnues.

POUR FAIRE UN DON AU COMITÉ DE SOLIDARITÉ

Faites-le en ligne à partir du site internet www.cs3r.org ou encore envoyez un chèque par la poste (voyez la page suivante). Et si le moment est mal choisi pour vous solliciter, vous pourrez vous reprendre à n'importe quel moment de l'année pour nous appuyer ou encore le faire par le biais d'une autre occasion (et elles sont nombreuses).

LA LOTERIE SOLIDAIRE 2012 PLUS DE 6000 \$ DÉJÀ REMIS EN PRIX

Six tirages de 1025 \$ ont eu lieu jusqu'à maintenant depuis le mois d'avril dernier. Il restera donc trois tirages à faire, tous le 15 novembre, dont un tirage de 1025 \$ et deux tirages de 1750 \$.

VOICI LA LISTE DES PERSONNES GAGNANTES JUSQU'À MAINTENANT :

19 avril 2012	Colette Beaudoin et André Beaudoin	# 18
17 mai 2012	Gilles Cloutier	# 12
21 juin 2012	Liette Charest	# 63
23 août 2012	Alexandre Jobin-Lawler	# 42
20 sept. 2012	Johanne Durand et Gaétan Leblanc	# 56
18 octobre 2012	René Schreiber	# 9

Nous vous rappelons que vous êtes toujours le bienvenu pour assister aux tirages. N'hésitez donc pas à vous présenter au CS/TR le 15 novembre à midi pour assister aux trois derniers tirages.

RÉSERVEZ VOTRE BILLET POUR LA LOTERIE SOLIDAIRE 2013

La nouvelle loterie solidaire 2013 est déjà en gestation et les billets seront mis en vente dès la fin de novembre 2012. Réservez votre billet dès maintenant auprès de Ginette Houle au (819) 373-2598 # 0

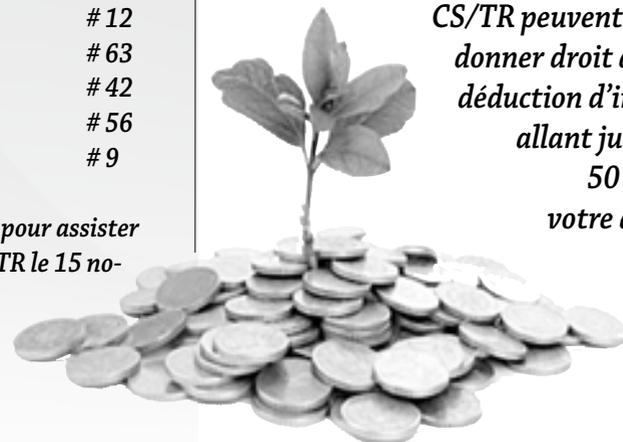
DON PLANIFIÉ LAISSEZ VOS VALEURS EN HÉRITAGE

Le don planifié prend souvent la forme d'un legs testamentaire ou d'une police d'assurance au bénéfice d'une organisation. Mais il peut aussi s'agir d'un don mensuel, d'un legs d'actions d'entreprise ou de la constitution d'un fonds de dotation dont les revenus d'intérêts bénéficient à l'organisme. 56

Si vous souhaitez en savoir plus sur les possibilités de faire un don planifié au bénéfice du CS/TR, n'hésitez pas à en parler à votre professionnel (courtier en valeurs mobilières ou en assurance-vie) ou avec Jean-Marc Lord au 819-373-2598 poste 317 (jean.marc.lord@cs3r.org).

Saviez-vous que ?

Les dons faits au CS/TR peuvent vous donner droit à une déduction d'impôt allant jusqu'à 50 % de votre don ?



LE CS/TR EST EN CAMPAGNE DE FINANCEMENT

Aidez-nous à atteindre nos objectifs

Aidez-nous à
garder notre
liberté de parole
et notre pouvoir
de dénoncer la
bêtise et
les injustices

OBJECTIFS
13 000 \$
200 DONATEURS

AGIR
C'EST CHOISIR LE
MONDE

COMMENT FAIRE VOTRE CONTRIBUTION?

1. Faites un don en ligne « sécurisé » www.cs3r.org OU
2. Faites-nous parvenir un chèque à l'ordre de :
CSTM - Fonds de charité
942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières QC G9A 3X6

Un don... pour changer le monde!

LA FIN DES ILLUSIONS, MAIS LE DÉBUT DE L'ESPOIR

En août dernier, Jean-Thomas Houle et moi avons eu la chance de faire un petit saut au Mali, malgré les avertissements consulaires dissuasifs et autres nouvelles montées en épingle par les médias sur la situation sécuritaire de ce pays. Nous allions y réaliser une mission à la fois attendue et aussi crève-cœur : vérifier l'atteinte des résultats pour 11 communautés d'un projet de coopération en communication sociale et santé nutritionnelle (financé par l'ACDI), et annoncer, d'une même voix, que ce projet n'aurait probablement pas de suite à court terme... compte tenu des nouvelles priorités de l'aide canadienne au développement.



Sylvain Pinet

Il faut dire que notre visite tombait dans une période déjà sombre pour le monde du développement au Mali. Les gens que nous avons croisés dans les bureaux de Kilabo et de l'AMPJ à Bamako, en dehors du masque chaleureux de l'accueil africain, avaient la mine longue de préoccupations quant à l'avenir même de leur emploi. Car depuis la crise financière de 2008, les budgets octroyés au développement de la part des pays du Nord sont en baisse constante, et avec le coup d'État de mars 2012 suivi d'un battage médiatique de grande ampleur sur l'insécurité au Mali, la plupart des partenaires de la coopération ont plié bagage, personnel et financement y compris. La table est mise pour que le jeûne du Ramadan se transforme en disette chronique pour nos amis des ONG maliennes.

DES IMPACTS IMPORTANTS

Dans les villages, la situation tranchait avec la morosité de Bamako. Nous avons été accueillis pas des femmes et des hommes fiers des résultats accomplis, des poules et des tambours aussi. Barou, Soumaré et Tidiani, les agents terrain du projet, n'ont pas eu à fournir trop d'explications, car les populations étaient loquaces sur les bénéfices que le projet leur avait apportés, et les réalisations parlaient d'elles-mêmes. À Zambougou, les femmes ont décidé de doubler la superficie de la parcelle maraîchère financée par le projet, avec leurs propres fonds. À Massako et Zambougou, on vient de plusieurs villages à la ronde pour faire moudre mil et amandes de karité, à prix abordable, ce qui sauve un temps fou aux femmes pour la préparation des repas et la production de beurre de karité. À Djongalan, c'est d'une main tremblotante de fierté que la

risé m'a tendu un relevé bactériologique attestant sans équivoque une eau de qualité et tout à fait propre à la consommation humaine. À Marako et Simidji, le sol de la parcelle de Moringa oleifera est utilisé pour la culture intercalaire des arachides, de melons, de concombres, ce qui apporte le double bénéfice d'aider les jeunes plants de Moringa à bien s'installer en contrôlant l'enherbement, tout en procurant un revenu supplémentaire au comité de gestion responsable de la parcelle. À Dienfeng, la communauté compte financer le salaire du personnel de la seule maternité de la zone à même les revenus tirés de la vente de poudre de Moringa et des surplus de la parcelle maraîchère. À Dongorona, Dafara et Zambougou, les femmes cultivent des plants de Moringa dans leur parcelle maraîchère, sans que personne ne leur ait demandé. Ces « adoptions spontanées » sont un signe évident que ces femmes y voient un avantage pour leur famille. De même, une photo prise à la dérobée au marché de Marako montre des sacs de poudre de Moringa en vente pour la population : la réputation de la plante est donc bien enracinée dans la culture populaire et les acheteurs affluent.

À brève échéance, point d'illusions de financement, mais l'espoir généré par la dynamique fédérative, lui, est là pour durer.

À un point tel, que dans notre rencontre avec les mamans-lumières de Dafara, nous avons abordé ce que seraient les bases d'un futur projet : une commercialisation à plus grande échelle de la poudre de Moringa, car les techniques de production et de transformation sont maintenant maîtrisées par les populations. On parle ici de commercialisation à l'échelle régionale de la poudre comme supplément nutritionnel, qui pourrait être vendue en pharmacie ou en supermarché, mais on parle aussi de production de Moringa pour l'industrie cosmétique, car les Maliens sont bien informés qu'au Nord, les vertus de l'huile de Moringa sont prisées dans différents produits de beauté. C'est dire tout le chemin parcouru, depuis la plantation du premier plant de Moringa à Dafara en 2006, et

Avec la crise financière de 2008 et le coup d'État de mars 2012 suivi d'un battage médiatique de grande ampleur sur l'insécurité au Mali, la plupart des partenaires de la coopération ont plié bagage, personnel et financement y compris.

aujourd'hui, où les vertus de cette plante sont connues et recherchées, où des villages ont maîtrisé la production de cette nouvelle ressource et où des groupes de citoyennes, appuyés par leur fédération paysanne, se permettent de rêver à une distribution à grande échelle de leur produit.

TRANSFORMER LES ILLUSIONS EN ESPOIR

La fédération paysanne Horonya, avec laquelle nous travaillons depuis 2006, attendait notre visite avec impatience dans la salle multifonctionnelle financée par le projet. Les délégués, un homme et une femme de chacun des 11 villages étaient réunis – en plein hivernage – avec en tête la mission de nous convaincre de la nécessité d'une seconde phase au projet. Forts de leurs accomplissements, ils croyaient bien que c'était dans la poche... Nous avons dû les décevoir, mais non sans leur rappeler le chemin parcouru. Leur fédération paysanne a progressé depuis 2006 de façon accélérée. Tous les délégués ont pris leur engagement pour le projet à cœur, sans compter leur temps. Aujourd'hui, les 11 villages se consultent et se concertent, parlent d'une seule voix lorsqu'il faut adresser des demandes aux autorités locales. Encore mieux, les 11 villages ont réussi à formuler une vision commune pour leur développement futur, justement en réfléchissant aux bases de ce qui pourrait être la seconde phase du projet Moringa.

Les agents de Kilabo leur ont aussi rappelé qu'ils ont entre les mains des infrastructures dont les populations se sont



La présidente des mamans-lumières de Dongorona remet symboliquement de la poudre de Moringa à Tidiani Dionou, agent de projet de Kilabo.

approprié le fonctionnement. Les moulins, les banques céréalières, les champs collectifs, les parcelles maraîchères, les bosquets de Moringa génèrent des revenus... À la question : « À qui appartiennent ces infrastructures, à Kilabo ou au CS/TR? », les délégués ont vivement protesté en répondant : « À nous! » « Effectivement, de renchérir Moctar Traoré de Kilabo, ces infrastructures vous appartiennent, ainsi que leurs revenus dérivés, et nous ne sommes pas venus vous annoncer qu'au terme de la réunion, nous allions repartir avec. À vous, dorénavant, d'en gérer les bénéfices pour accomplir les projets qui vous unissent. »

Et nous avons ressenti que le message avait été compris. À brève échéance, point d'illusions de financement, mais l'espoir généré par la dynamique fédérative, lui, est là pour durer.



Les délégués de la fédération Horonya, les représentants de Kilabo et du CS/TR devant la salle multifonctionnelle à Marako.

NOVEMBRE, LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

UNE INVITATION À VALORISER UNE ÉCONOMIE JUSTE AU SERVICE DE L'HUMAIN

Dans un contexte de crises multiples (économique, écologique, alimentaire, sociale) où les mouvements d'indignation populaire se font grandissants, la 16e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale se passeront du 7 au 17 novembre prochain sous le thème d'une économie juste.

Coordonnées en Mauricie par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières avec la participation d'un comité organisateur regroupant plusieurs organismes et institutions de la région, les JQSI ouvrent la porte à des lieux de réflexion et d'action pour « remettre l'économie à sa place » dans le respect des droits humains et des principes démocratiques.

MOT DE LA PORTE-PAROLE NATIONALE GENEVIÈVE ROCHETTE

Être indignée et enthousiaste ! Je suis ravie de pouvoir participer activement à la 16e édition de cet événement afin de mûrir toutes les idées et les désirs de solidarité sociale qui ont germé ce printemps au Québec. L'idée d'inviter les gens à faire les comptes est très à propos. On nous renvoie si souvent à la notion de juste part ; mais la part de quoi ? De quelle tarte ? Et de quoi est-elle farcie, cette tarte ? Faire les comptes est une prise de conscience de ce que représente l'économie dans nos vies. Cessons de vouloir sauver l'économie, c'est l'économie qui doit sauver le monde !

Depuis le premier Forum social mondial de Porto Alegre en 2001, on nous dit qu'un autre monde est possible. Plus que possible, un autre monde est en marche ! Les Journées Québécoise de la Solidarité Internationale sont là pour le prou-

ver. Du 7 au 17 novembre je vous invite donc à découvrir tout ce monde en marche. Plus de 65 organismes à travers le Québec se mobilisent tous les jours afin de tisser et renforcer les liens de la solidarité. La solidarité est une richesse collective ET individuelle. Elle nous marque et nous transforme parce qu'elle devient le terrain nécessaire pour l'avenir de notre terre de plus en plus peuplée. Elle soutient notre détermination à vivre dans un monde meilleur. Récemment, j'étais à une conférence où l'on interrogeait Hubert Reeves sur l'espoir qu'il cultivait pour l'Humanité. Il a répondu que pour lui, au-delà de l'espoir, il fallait être déterminé.

Je suis repartie fébrile en cogitant cette parole de sage dans ma tête de mère, soucieuse pour l'avenir de ses enfants. Depuis, chaque jour que je passe est empreint de cette détermination qui me tient lieu d'espoir !



PHOTO : JULIE PERREAULT

Geneviève Rochette multiplie les talents en menant de front des carrières de comédienne (La galère), de scénariste, d'auteure et d'humoriste (Les Zapartistes).

Retrouvez l'entièreté de la programmation en Mauricie: www.cs3r.org ou www.jqsi.qc.ca

JEUDI 1^{ER} - PRÉ-JQSI

SOIRÉE DE CONFÉRENCES

Sur les thèmes de «Le gouvernement invisible», «30 ans de luttes victorieuses», «25 ans de luttes contre le nucléaire» et «Sommets internationaux : perspectives après Rio+20».

Avec **DOMINIC CHAMPAGNE**, Auteur et metteur en scène, André Bélisle, Président de l'AQLPA, Michel Fugère, Mouvement Vert Mauricie et Patrick Bonin, Responsable campagne climat-énergie, Greenpeace Canada
19 h à 22 h - **Entrée libre**
Hôtel des Gouverneurs
975, rue Hart, Trois-Rivières
Information : info@aqlpa.com / 418-642-1322 poste 221
Organisée par L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

LUNDI 5

Conférence de presse pour le lancement des JQSI en Mauricie et remise du 1^{er} prix Solidarité du CS/TR
En présence de **Geneviève Rochette**, porte-parole nationale des JQSI.
10 h - **Salle privée du Mondo Resto-Bar**, 120, rue des Forges, Trois-Rivières
Organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières

JEUDI 8

TRIBUNE LIBRE - À QUI PROFITE LE NORD?
Avec **Laura Handal**, chercheuse pour l'IRIS. L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) vous propose

un survol des coûts économiques, environnementaux et sociaux qui accompagneront le Plan Nord.
12 h - **Entrée libre**
Café Bistro Chasse-Galerie (UQTR)
3351, boul. des Forges, Trois-Rivières
Organisée par l'AGE-UQTR

VENDREDI 9

CONFÉRENCE AVEC KAREL MAYRAND
Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki au Québec nous entretiendra sur son engagement citoyen et sur son livre Une voix pour la Terre.
12 h - **Entrée libre**
Atrium Paul-Émile-3351, boul. des Forges.
Borduas de l'UQTR (1090b Ringuet)
Information : mauricie@equiterre.org
Organisée par le Groupe d'action d'Équiterre en Mauricie

SAMEDI 10

SOIRÉE SANS FRONTIÈRES
Soirée présentant les séjours à l'étranger du CS/TR en collaboration avec Québec Sans Frontières. Kiosques d'information, témoignages, musique du Sud et bouchées internationales seront au rendez-vous!
18 h - **Entrée libre**
Lieu: Centre culturel Pauline-Julien
150 Rue Fusey Trois-Rivières
Organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières

LUNDI 12

UN BRIN DE JASSETTE POUR UNE AUTRE ÉCONOMIE
Quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer dans le développement écono-

mique ? Deux invités nous partageront leur point de vue sur les ressources naturelles et les soins de santé.
18 h 30 - **Entrée libre**
Hall d'entrée, Musée québécois de culture populaire
200, rue Laviolette, Trois-Rivières
Information : Sophie.morissette@cremauricie.ca / 819-697-0983
Organisé par le Conseil régional en économie sociale (CRES) de la Mauricie et du Consortium en développement social de la Mauricie

MARDI 13

LES GRANDES RENCONTRES AVEC LA PRÉSIDENTE DE FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
Conférence sur la réalité économique des femmes autochtones du Québec et des grands enjeux actuels - conférence sur la réalité économique et les grands enjeux actuels des femmes autochtones du Québec.
12 h 15 - **Entrée libre**
Salle Hubert-Reeves du Collège Lafleche, 1687, boul. du Carmel,

Trois-Rivières
Organisée en collaboration avec le Collège Lafleche

MERCREDI 14

SALON DE THÉ ÉQUITABLE
Les étudiants et membres du personnel du Collège Lafleche sont invités à découvrir et à déguster des produits équitables (thé, café, chocolat chaud) dans une ambiance relaxante.
10 h à 16 h - **Entrée libre**
Collège Lafleche, Local 47, 1687, boul. Du Carmel, Trois-Rivières
Organisée par le Service d'animation du Collège Lafleche

MERCREDI 14

CINÉ-DÉBAT : Survivre au progrès
Avec **Mathieu Roy**, réalisateur du film Ce documentaire cinématographique, inspiré du best-seller A Short History of Progress de Ronald Wright, pose un diagnostic subversif sur le progrès de l'humanité et les pièges qu'il apporte.
19 h - **Entrée libre**
Séminaire Sainte-Marie
5655, boul. des Hêtres à Shawinigan
Organisé par le Forum Jeunesse Mauricie en collaboration avec le Séminaire Sainte-Marie

JEUDI 15

PROJECTION DU FILM REBELLE
Invité: (en ligne au www.cs3r.org)
Rebelle raconte l'histoire d'une jeune enfant soldat qui explique à l'enfant qui grandit dans son ventre l'histoire de sa vie. Tourné entièrement en République démocratique du Congo, Rebelle a été sélectionné pour représenter le Canada dans la course aux nominations pour le meilleur film en langue étrangère aux Oscars 2013.
19 h 30 - **Coût: 3 \$ pour les membres et 5 \$ pour les non-membres**
Ciné-Campus, Salle Léo-Cloutier du Séminaire Saint-Joseph
858, rue Laviolette, Trois-Rivières
Organisée par le CS/TR en collaboration avec le Ciné-Campus

DIMANCHE 18

ENTREVUE AVEC AUTEUR
Patricia Powers reçoit l'auteure **Marie-France Labrecque** pour son livre «Féminicides et impunités; le cas de Ciudad Juarez» des Éditions

MultiMondes. Spécialiste du Mexique et de l'économie politique, Mme Labrecque est professeure émérite et associée au département d'anthropologie de l'Université Laval.
11 h - **Entrée libre**
Librairie Clément-Morin
4000, boul. des Forges, Trois-Rivières
Organisée en collaboration avec la Librairie Clément-Morin

MARDI 20

CONFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
Conférence qui permet de saisir l'apport original de l'économie sociale et solidaire, secteur en développement qui propose une réconciliation entre le «social» et «l'économique».
Jean-François Aubin, coordonnateur du Réseau québécois de revitalisation
10 h 45 à 11 h 45 - **Entrée libre**
Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
3175, boul. Laviolette, Trois-Rivières
Information : lise.ouellet@cegeptr.qc.ca
Organisée au Cégep de Trois-Rivières

COORDINATION GÉNÉRALE DES JQSI :



EN COLLABORATION AVEC

- AGE UQTR
- Cégep de Trois-Rivières : Syndicat des professeurs du Cégep de Trois-Rivières
- Départements des Sciences sociales et de Travail social et le service d'animation sociale et communautaire
- Ciné-Campus de Trois-Rivières
- Collège Lafleche
- Conseil régional d'économie sociale (CRES)
- Consortium en développement social de la Mauricie
- COMSEP
- Forum Jeunesse Mauricie
- Groupe d'action d'Équiterre en Mauricie
- Librairie Clément Morin
- Sana de Shawinigan
- Séminaire Sainte-Marie
- Groupe d'Amnistie Internationale de Trois-Rivières
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)



LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES

EN VOULEZ-VOUS? EN VOILÀ!

**Jules Bergeron**

Certains vont aimer le contenu des lignes qui suivent, mais plusieurs vont le détester profondément. C'est bien pour dire : les dépenses militaires ne laissent personne indifférent.

Selon les plus récentes données publiées à l'été 2012 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (le SIPRI), les dépenses d'armement n'ont

pratiquement pas augmenté en 2011 par rapport à 2010, tournant autour de 1738 milliards de dollars. Le groupe de tête demeure le même : États-Unis, Chine et Russie. De plus, les 10 principales entreprises de l'armement sont toutes américaines.

Et où se situe le Canada dans ce palmarès? Il figure en 14e position, soit le même rang qu'en 2010, avec des dépenses militaires chiffrées à 24,7 milliards de dollars par année. Ce qui est encore plus frappant, c'est de constater qu'au cours de la période s'étalant de 2002 à 2011

inclusivement, ces mêmes dépenses se sont accrues de 42 % à l'échelle mondiale, alors que la progression a atteint 53 % au Canada. En fait, sur les 15 principaux pays dépensiers à ce chapitre, le Canada obtient le 6e rang pour l'augmentation la plus rapide de 2002 à 2011.

Il est vrai cependant que des pays gaspillent à un rythme presque effréné : la Chine a haussé son budget militaire de 170 % de 2002 à 2010, la Russie a fait de même avec un accroissement de 79 %, alors que l'Arabie Saoudite, dont la réputation n'est plus à faire, a dépensé 90 % de plus, à des fins militaires, en 2011 par rapport à l'année 2010. Et dire que dans ce laps de temps, certains pays ont diminué leur budget militaire! C'est le cas du Japon, de la France et de l'Allemagne.

Le Canada se dit le meilleur allié d'Israël. Il se permet maintenant de faire la leçon à l'ONU. Si nous étions auparavant un pays de paix et de compromis, le Canada s'aventure maintenant dans une voie de plus en plus dangereuse.

Quand cela s'arrêtera-t-il?

Pour en savoir plus :

www.sipri.org/yearbook/2012/yearbook/2012/files/SIPRIYB12Summary.pdf

L'EXPOSITION-CARICATURES «LA PAIX, UNE PRIORITÉ» EN VOYAGE À TRAVERS LE QUÉBEC PARCE QUE RIRE EST UNE SI JOLIE FAÇON DE MONTRER LES DENTS



Cette exposition aborde la paix et les impacts de la militarisation au Canada et à travers le monde. Illustrée par le caricaturiste Boris, elle comprend également des messages inspirants provenant de plusieurs personnalités québécoises, dont Fred Pellerin, Gilles Vigneault, Laure Waridel, Dr Julien, Chloé Sainte-Marie, Joséphine Bacon et Richard Séguin, sur des thèmes aussi variés que l'environne-

ment, la santé, l'éducation, la lutte à la pauvreté, le recrutement militaire, la coopération internationale, etc.

Pour faire venir l'expo-caricatures dans votre région, contactez-nous : (819) 373-2598 poste 317 ou communications@cs3r.org.

Plus de détails au www.StoppionsLesDepensesMilitaires.com

LE COMITÉ JEUNESSE EN HAÏTI

SUR LA ROUTE DU COMMERCE ÉQUITABLE

Cet été, six membres du Comité Jeunesse du CS/TR partaient à la découverte de la route du commerce équitable, à Sainte-Suzanne en Haïti, par le biais d'IRATAM, l'Institut de Recherche et d'Appui Technique en Aménagement du Milieu. De retour depuis peu, ils nous livrent leurs impressions sur une communauté digne, persévérante et ingénieuse, à l'image du peuple Haïtien.

L'expérience vécue en Haïti fut très enrichissante tant par son aspect éducatif que par son aspect social. IRATAM nous a permis de rencontrer des personnes intéressantes qui ont été d'une contribution remarquable à notre apprentissage personnel et à notre projet. Nous avons pu explorer toutes les phases de production du café, et ce, en compagnie d'agriculteurs. De plus, nous avons rencontré les différents acteurs œuvrant dans le domaine de l'agriculture. J'ai été agréablement surprise par l'implication, la volonté et la détermination de tous ces gens. Un travail ardu est effectué jour après jour par ces agricultrices et agriculteurs. C'est pour cette raison que d'importantes démarches de coopération sont réalisées en ce moment dans le but d'assurer un juste salaire à ces agriculteurs et améliorer leur qualité de vie ainsi que celle de leur famille. J'ai été touchée par la gentillesse et le sourire radieux des Haïtiennes et des Haïtiens principalement dans la communauté suzannaise. Les bonjour et les bonswa des gens ainsi que la voix des enfants criant : « Désirée! Désirée! » dans les rues et les montagnes vont vraiment me manquer...

Désirée Hatem

Ce stage, c'est la « vraie » découverte d'un pays dont on entend beaucoup parler. On ne nous épargne pas choléra, politique, bidonvilles et catastrophes naturelles. Ce que j'y découvre, c'est dignité, ingéniosité, persévérance et envie d'un peuple passionné par la vie, et qui travaille à améliorer sa condition en conservant une extrême générosité teintée de bienveillance envers nous, ces étrangers venus se faire un devoir de leur cause. À Sainte-Suzanne, communauté de 20 000 âmes, je me laisse surprendre par la quantité de coopératives et d'actions citoyennes. J'y retrouve mon ami Max, rencontré par je ne sais quel hasard à Québec trois semaines auparavant. Jeune diplômé, aux expériences in-



De gauche à droite, de haut en bas : Jean-Maxime Lemerise, Guy Ellemberg, Xavier Julian, Camille Fumet, Anick Michaud et Désirée Hatem.

ternationales, il souhaite rendre la chance qu'il a eue à sa communauté. Il a ainsi cofondé l'Espace de Concertation, association qui mène des projets locaux pour la jeunesse, comme des prix de mérite scolaires et la création d'un point informatique. Depuis mon retour, Max m'a annoncé une participation de 200 jeunes au forum jeunesse, soit 1 % de la population, que l'association organisait à Sainte-Suzanne peu de temps après notre départ. Imaginez un forum de 1200 jeunes à Trois-Rivières! Lui aussi n'en revient toujours pas. Je reviens donc d'Haïti avec une énorme leçon de vie citoyenne et la hâte de revoir mon ami et homologues du sud pour discuter de ses projets.

Camille Fumet

Haïti est un pays unique. Seule révolution d'esclaves qui, dans l'histoire, a réussi à prendre le pouvoir. Paradoxalement, c'est ce qui lui a valu d'être ignorée par les grandes puissances mondiales. C'est aussi ce qui lui a valu de payer une lourde dette à la France.

C'est ce qui explique en partie que le pays soit aujourd'hui plongé dans une grande pauvreté. Particulièrement dans les villes où la pollution, le bruit, l'insalubrité et les bidonvilles font le paysage. Pourtant les Haïtiens sont positifs, souriants, joyeux! « Pa gen pwoblèm! »

Difficile pour moi de retrouver notre société remplie d'enfants-roses, de personnes tournées sur eux-mêmes et jamais contentes. Quelle magnifique expérience à Sainte-Suzanne! Nous revenons plus convaincus que jamais que le commerce équitable est un mode de développement durable pour les communautés paysannes haïtiennes et du Sud en général.

Xavier Julian

LA TRAITE DES FEMMES

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES HOMMES ET AUX DÉPENS DES FEMMES

Le concept de traite englobe le recrutement, le transport, l'hébergement et la réception des femmes. Ces étapes aboutissent au travail forcé et/ou à la prostitution. La traite des femmes, selon les spécialistes de la question, serait l'esclavage des temps modernes.

Marie-Andrée Gauthier

Pour l'auteur Poulin, la traite des femmes est un commerce sexuel industrialisé, banalisé et diffusé à l'échelle mondiale. L'auteur caractérise ce commerce par une appropriation privée des corps, par sa consommation en marchandise et sa transmutation par les « prostituées ». Les femmes y sont définies comme des marchandises sexuelles. « Pour les trafiquants proxénètes, la valeur de la personne prostituée comme être humain est nulle; ce qui compte, c'est ce que rapportent son corps et son sexe. 1 » Ainsi, les milieux criminels, selon Poulin, ont une piètre estime des femmes, qui sont à la fois des trophées prouvant leur virilité ultra machiste et des corps à utiliser et à exploiter. Apparaît à ce stade le rôle capital du proxénète par sa fonction de mettre en condition des femmes afin de les rendre disponibles à la prostitution.

En conséquence, « [...] la chosification et la marchandisation ont pour fonction la soumission des sexes à la satisfaction des plaisirs sexuels d'autrui.2 » Il y a tant la marchandisation des corps en tant que sexes que la marchandisation des femmes et des enfants eux-mêmes. Pour le chercheur Poulin, le tout s'inscrit dans des rapports de soumission ou de subordination qui forme un certain rapport social. Un rapport social où l'acquisition de marchandises et leur consommation sont les buts essentiels. La marchandise revêt de la

sorte un symbole de statut social et de réussite qui est sans fin et sans cesse renouvelée. Ainsi, « [...] l'accès aux marchandises ne donne qu'une satisfaction temporaire, tout en créant une insatisfaction permanente. Ce facteur fait prospérer les industries du sexe. 3 »

La majorité des femmes qui sont dans la traite sont habituellement analphabètes, sans travail, des élèves ou des étudiantes.

Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FUNAP), quatre millions de femmes et d'enfants seraient victimes de la traite et de ce nombre 90 % serait dans l'industrie de la prostitution.

LE CAS DU NIGÉRIA

Dans les années 1980, le Nigéria voit le cours de son pétrole chuter abruptement. Ce « momentum » laisse davantage place à une nouvelle forme d'économie, la traite des femmes. Or, le Nigéria est quand même maintenant le 6e pays exportateur de pétrole brut au monde. Néanmoins, la population tente de survivre avec moins d'un dollar par jour.

La majorité des femmes qui sont dans la traite sont habituellement analpha-

bètes, sans travail, des élèves ou des étudiantes. Elles proviennent en grande partie de Benin City, à 350 km de Lagos. Pour les amener dans cette voie, on leur finance leur voyage, en promesse d'un remboursement plus tard. La tromperie et le mensonge sont ce qui permet de faire miroiter un avenir plus prometteur. Ces actes se traduisent par des annonces leur offrant d'aller apprendre un métier (coiffeuse, secrétaire, couturière), une autre langue (anglais, espagnol, italien), pour devenir mannequin ou même la recherche d'un époux. « Des mensonges que la pauvreté rend vraisemblable. 4 » Le chercheur Poulin ajoute que « les organisations criminelles profitent des dislocations sociales induites par les politiques néolibérales, les crises économiques ou les conflits armés pour établir des itinéraires et recruter ou enlever des personnes au profit de l'industrie transnationale de la prostitution.5 »

Plusieurs cas révèlent que des proches de la famille (père, oncle, tante) seraient dans le coup pour faire partir les filles à l'étranger. Dans plusieurs régions nigérianes, le départ des filles est scellé par un rite vaudou qui exige des filles le silence absolu sur la transaction et ses détails. À leur arrivée sur le sol de l'Eldorado européen, on confisque habituellement leurs passeports. Ainsi, les chances de s'échapper sont minimes. La peur et la terreur sont l'apanage des femmes dans la traite.

Pour le Nigéria, l'Italie est la place la plus prisée pour un avenir meilleur. Ce pays est un gage de succès et de réussite. On estime à 10 000 le nombre de Nigérianes dans ce pays aux prises des réseaux criminels. Il faut tout de même noter que « les clients risquent des amendes pouvant aller jusqu'à 700 dollars pour création d'embouteillage6 »...

De retour dans sa ville natale, la femme qui réussit à rapporter de l'argent est considérée comme prodigieuse. Mais pour la famille d'une fille qui, par exemple, essaierait de s'échapper, les sévices sont lourds. Si elle revient les poches vides, les reproches sont également du même ordre. Et c'est sans oublier le nombre plus qu'important de femmes de la traite qui contractent une ou des infections transmissibles sexuellement ou le VIH/Sida, et celles qui consomment des drogues pour tenter de les aider à passer au travers des actes, souvent violents.

Il n'est pas rare que la police exerce des rafles dans les pays

européens pour exiler les femmes de la traite. Il n'est pas rare également de constater que ces rafles ont lieu au moment où les filles sont tout près de rembourser leur dette. Cette dette demeure très difficile à rembourser, même après de deux à six ans de servitude, et ce, même si les femmes peuvent faire 30 passes par nuit.

Il faut d'entrée de jeu remettre en cause l'inefficacité du système judiciaire dans le cas de poursuites et le manque de volonté ou d'intérêt de la part des autorités nigérianes. En 2011, un rapport américain révélait que 262 enquêtes avaient été menées et que seulement 12 de ce nombre avaient abouti à des condamnations.

En guise d'espoir, le Nigéria adopta une loi en 2003 contre le trafic d'êtres humains et créa une agence spécialisée (NAPTIP). Cette dernière effectue des messages radiophoniques et télévisuels, des séances d'informations dans les villages et les écoles, et mit sur pied une ligne d'urgence pour les victimes et leur famille.

1- Congrès international francophone sur l'agression sexuelle, 2005. « Mondialisation des industries du sexe, crime organisé et prostitution : éléments d'une sociologie de la production "prostitutionnelle" » L'agression sexuelle : coopérer au-delà des frontières, p. 36.
2- Op. Cit. p. 27
3- Op. Cit. p. 31
4- www.afrik.com/article7224.html
5- Congrès international francophone sur l'agression sexuelle, 2005. « Mondialisation des industries du sexe, crime organisé et prostitution : éléments d'une sociologie de la production "prostitutionnelle" » In L'agression sexuelle : coopérer au-delà des frontières, p. 29.
6- www.gazettedesfemmes.ca/4496/geographie-de-linacceptable/

1400

C'est le nombre de personnes qui seraient victimes de la traite au Canada à des fins d'exploitations sexuelles ou domestique (travail des usines ou travail agricole).

2 500 000

C'est le nombre de personne qui seraient annuellement victimes de la traite selon L'ONU.

32 MILLIARDS DE DOLLARS

C'est la valeur totale marchande mondiale estimée de la traite des êtres humains.

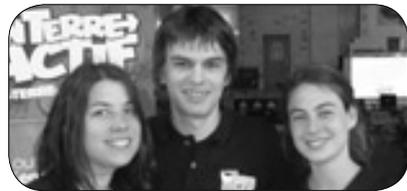
VANCOUVER, WINNIPEG, TORONTO ET MONTRÉAL

Il s'agit des villes identifiées par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) comme des lieux de passage ou de destinations au Canada. Entre 1 500 et 2 000 personnes seraient transportées du Canada vers les États-Unis.



LE RÉSEAU-IN-TERRE-ACTIF FÊTE

Déjà 15 ans que le Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, crée des liens avec les intervenants jeunesse du Québec et de la Francophonie.



L'équipe RITA

Anick Michaud, Richard Grenier et Sarah Bourdages

Mettre sur pied des activités visant à stimuler le désir de s'engager pour un monde plus juste et solidaire chez les jeunes de 9 à 17 ans, actualiser un site Web devenu incontournable dans le milieu éducatif québécois, produire des outils pédagogiques qui sont désormais utilisés par un Réseau de plus de 2000 enseignant(e)s et animateurs(trices) des milieux scolaires primaires et secondaires... et toujours se renouveler en s'adaptant aux différents enjeux sociaux, environnementaux et internationaux qui interpellent les jeunes, voilà le défi imposant que le RITA a su relever au cours des 15 dernières années.

Pour l'année scolaire 2012-2013, le Réseau In-Terre-Actif aura une fois de plus un agenda bien rempli. Voici un aperçu de ce qui attend l'équipe jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières pour les prochains mois :

BRIGADES VERTES « HALTE AUX GES! »

À partir du mois d'août, des brigades vertes « Halte aux GES! » prendront forme dans plusieurs écoles primaires et secondaires de la Commission scolaire la Riveraine, au Centre-du-Québec, dans le cadre d'un projet mené par le Réseau In-Terre-Actif en collaboration avec le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD). En effet, les classes qui le souhaiteront auront la possibilité de prendre part à un vaste projet visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les milieux scolaires grâce à la réalisation de différents défis écologiques. À la suite d'une animation offerte en classe par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif, les classes et les écoles pourront mettre sur pied une brigade et choisir un ou des défis à relever. L'équipe du Réseau accompagnera la réalisation des défis écologiques par les brigades vertes par le biais

de rencontres de suivi avec celles-ci. À la fin du processus, les jeunes seront en mesure de calculer la quantité d'émissions de GES qu'ils auront permis de réduire dans leurs milieux respectifs. Un geste à la fois, le Réseau In-Terre-Actif contribue à limiter l'impact des émissions de GES sur le réchauffement planétaire actuel.

THÉÂTRE DE SENSIBILISATION JEUNESSE

Avec l'appui du Fonds d'engagement et d'éducation du public à la solidarité internationale (FEEPSI) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Réseau In-Terre-Actif présentera cette année une œuvre théâtrale de sensibilisation exclusive dans les écoles secondaires de la Mauricie! Sur le thème des initiatives de solidarité et des leaders qui ont contribué et qui contribuent à changer le monde, le Réseau In-Terre-Actif fait appel au Théâtre Parminou ainsi qu'à de jeunes acteurs de la région de la Mauricie pour développer une pièce de théâtre visant à susciter le désir d'engagement chez les adolescents et à démontrer que « oui, c'est possible de poser des gestes qui font la différence autour de nous ». La pièce sera présentée dans les écoles de la Mauricie à partir du mois de février.

CONCOURS « GÉNIE VERT » SUR LE THÈME DES GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

Pour une 4^e année consécutive, le Réseau In-Terre-Actif participe à l'organisation d'un grand tournoi de style « Génie en herbe » dans des écoles primaires et secondaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Cette année, le concours interécoles aura lieu sur le thème des gaz à effet de serre (GES) et toutes les questions qui seront posées aux équipes qui s'affronteront seront tirées de

SES 15 ANS D'EXISTENCE!

l'album pédagogique « Comprendre pour agir : Les gaz à effet de serre » développé par le Réseau In-Terre-Actif. Des dizaines de classes de 4^e, 5^e et 6^e année et de 1^{er} et 2^e secondaire d'une trentaine d'écoles auront accès à l'album pédagogique et à une animation sur les gaz à effet de serre offerte par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif. Les classes participantes s'affronteront lors de joutes préparatoires à la suite desquelles les meilleures équipes recevront leur ticket pour la grande finale de leur région. Souhaitons bonne chance à toutes et à tous les participants!

Quelques œuvres engagées réalisées par des élèves du secondaire lors du grand rassemblement jeunesse annuel 2012 du Réseau In-Terre-Actif



RASSEMBLEMENT JEUNESSE ANNUEL

En avril, le Réseau In-Terre-Actif invitera une centaine d'élèves des écoles secondaires de la Mauricie à participer à une nouvelle édition de son grand rassemblement jeunesse annuel, organisé avec la collaboration de Forum Jeunesse Mauricie. Sur le thème « Regard sur ma société », les élèves seront appelés à créer des œuvres d'art porteuses de messages et de leur vision de ce qui les entoure, tant au Québec qu'à l'international. Qu'est-ce qui les indignent? Qu'est-ce qui leur donne espoir? Quels sont leurs rêves? Comment perçoivent-ils le monde dans lequel ils vivent? Ils auront également l'opportunité de rencontrer des artistes engagés et de recevoir de courts ateliers de formation sur diverses disciplines artistiques, en plus de participer au vernissage de l'exposition destinée au grand public qui sera montée grâce aux œuvres qu'ils auront réalisées. Une belle façon de permettre aux adolescents de notre région de s'exprimer sur des thèmes qui les touchent et de reconnaître publiquement la qualité de leur engagement citoyen!

Grande finale du Génie vert 2012 de la Commission scolaire Chemin-du-Roy, animée par le Réseau In-Terre-Actif



RENCONTRE AVEC
MICHEL COLLON

CINQ PRINCIPES DE PROPAGANDE DE GUERRE

Le 3 juillet 2012, le journaliste et essayiste belge Michel Collon était de passage à Trois-Rivières. Il s'est entretenu avec quelques citoyens de la Mauricie. Ce court texte vise à résumer les principaux éléments au cœur de son exposé.



Daniel Landry

Nous vivons dans un monde où l'information joue un rôle indispensable en contexte de guerre. Cela devrait nous mener à au moins deux interrogations. L'information reçue des médias traditionnels est-elle fiable? L'information serait-elle fabriquée par le 1 % de la population mondiale – cette oligarchie – dénoncé par le mouvement d'occupation de 2011? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de bien comprendre les cinq principes de propagande présents dans chaque guerre contemporaine.

Le premier principe est celui de l'occultation des intérêts économiques. Puisque tous les conflits tiennent leurs origines de causes économiques, il s'avère nécessaire pour les puissants de cacher les intérêts économiques des multinationales et des gouvernements. Il s'agit donc de créer des prétextes originaux pour légitimer une intervention militaire. C'est ainsi que l'Irak de Saddam Hussein est accusé d'agresser le Koweït (1990), de détenir des armes de destruction massive ou d'être l'allié d'Al-Qaïda (2003). Le deuxième principe s'avère être l'occultation de l'histoire. Plusieurs conflits sont alors présentés sans considérer d'importants éléments explicatifs de leurs origines. Les intérêts économiques du colonialisme sont particulièrement dissimulés, ce qui mène à croire, à tort, que le conflit en Irlande est strictement une guerre de religion ou que le génocide au Rwanda est un simple massacre de «sauvages». Le cas de la Palestine représente un autre bon exemple où le colonialisme permet de comprendre assez facilement la situation (pillage de terres, dépossession coloniale). D'ailleurs, les historiens révisionnistes en Israël reconnaissent la Nakba (1948) comme un pillage. Pourtant, les médias traditionnels n'en font pas mention.

Le troisième principe tient en la diabolisation de l'adversaire. Puisque l'opinion publique doit approuver l'action militaire, il

faut absolument convaincre la population qu'il y a un danger dont on les protège. C'est ainsi que lors de la guerre du Golfe de 1990-1991, les médias ont accusé le gouvernement de Saddam Hussein d'être responsable d'énormes marées noires, c'est-à-dire de catastrophes écologiques sans précédent. Pourtant, il a été démontré a posteriori que les images diffusées ne provenaient pas du Golfe Persique. C'est aussi selon ce principe qu'on cherchera à déloger des dictateurs qu'on tolérerait pourtant depuis des années (Khadafi en Libye, Al-Assad en Syrie). Le quatrième principe consiste en l'inversion de l'agresseur et de la victime. Tout se joue alors dans le vocabulaire utilisé. On dira par exemple qu'Israël « riposte » aux attaques de « terroristes » palestiniens ou encore qu'il agit en « représailles » à des attaques ennemies. Enfin, le cinquième principe consiste à monopoliser l'information pour empêcher le débat. Bien qu'il y ait forcément un minimum de deux points de vue à un même conflit, on cherchera à ne présenter qu'un seul de ces points de vue, en discréditant les autres.

En conclusion, il est relativement simple d'appliquer ces cinq principes de la propagande dans notre société, car l'information est filtrée par les empires de presse et la grande majorité des médias sont aux mains de milliardaires. Par ailleurs, les médias (et même les sociétés d'État) sont extrêmement dépendants de la publicité, et donc du pouvoir des multinationales. En somme, l'ennemi a beaucoup d'argent et beaucoup de moyens. À l'opposé, nous avons l'éthique et la population (à sensibiliser). Il faut s'appuyer sur les faits, les sources. Il faut faire réfléchir, semer le doute.

Pour plus d'informations : www.michelcollon.info
Suggestion de lecture : *Libye, OTAN et Médiamentions* du collectif Investig'Action

1- Les cinq principes de propagande sont développés dans l'ouvrage de Collon *Libye, OTAN et médiamentions* – Manuel de contre-propagande publié par Investig'Action en 2011.

ISRAËL, RACISTE?

Des actes de violence se multiplient par des membres extrémistes de colonies juives envers des civils palestiniens, leurs maisons et leurs terres. Encore récemment, le village de Far'ata à l'ouest de la ville de Naplouse en Cisjordanie a été ciblé par une attaque à la bombe incendiaire par un groupes de 40 colons israéliens. « L'attitude discriminatoire envers les Juifs Mizrahi (juifs venant des pays arabes) et envers les Arabes eux-mêmes permet à Israël de réclamer le titre d'État le plus raciste

des pays développés, de dire récemment Sami Michael, à la tête de l'Association pour les droits humains en Israël à l'ouverture de la Conférence internationale des études israéliennes à Haïfa. « Depuis le jardin d'enfance et tout au long de la vie, nous alimentons nos enfants de haine, de soupçon, de dégoût envers l'étranger et l'autre en général, et plus particulièrement envers les Arabes », dit-il.

Source : info-palestin.net/PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)/ Ha'aretz



Je suis d'Austin au Texas. Israël voudrait me payer pour que je déménage sur sa terre parce que je suis juive. / Je suis Palestinien. Je ne peux pas retourner sur ma terre parce que je ne suis pas juif.

JÉRUSALEM EN IMAGES

Dans ses Chroniques de Jérusalem, l'auteur de bandes dessinées Guy Delisle nous présente son année à Jérusalem. Il s'agit d'une récurrence, après ses albums Shenzhen (2000), Pyongyang (2003) et Chroniques birmanes (2007). L'histoire se déroule sous forme d'un récit savoureux du quotidien d'une famille de passage pour une année dans la ville triplement sainte. Mariant habilement les références culturelles, l'humour et les explications historiques, l'auteur nous présente une interprétation toute personnelle de ce que peut

être la vie d'un étranger à Jérusalem. L'habileté de Delisle tient en sa capacité de rendre compte de la complexité des relations israélo-palestiniennes par la voie d'anecdotes de la vie quotidienne. Divertissante, bien écrite et bien dessinée, cette bande dessinée constitue une œuvre incontournable pour quiconque s'intéresse à la situation au Proche-Orient. (Daniel Landry)

Référence : DELISLE, Guy, *Chroniques de Jérusalem*, Éditions Delcourt, collection *Shampooing*, 2011.



Chroniques de Jérusalem, de Guy Delisle.

INCH'ALLAH, D'ANAÏS BARBEAU-LAVALETTE

Images fortes, bouleversantes et intimes, relations passionnées et ardues, Barbeau-Lavalette nous fait vivre le conflit israélo-palestinien à travers trois femmes fortes qui subissent les affres de la guerre. Chloé (Évelyne Brochu), jeune obstétricienne québécoise, pratique la médecine dans un camp de réfugiés palestinien en Cisjordanie, mais vit en Israël. Elle se liera d'amitié avec

sa voisine Ava, soldate israélienne qui fait son service militaire à la surveillance de la frontière, mais aussi avec Rand, Palestinienne enceinte qui fréquente la clinique où elle travaille. Dans un contexte tendu et rempli d'injustices où les attentats-suicides en sol israélien et les représailles de l'armée dans le camp s'accumulent, Chloé devra faire face à des choix déchirants.



Image tirée d'une scène du film *Inch'Allah*.

Le 29 novembre prochain, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité envers le peuple palestinien, le Comité Palestine du CS/TR organise une projection-discussion sur les enjeux actuels de cette partie du monde.

Surveillez notre calendrier et retrouvez tous les détails au www.cs3r.org



À LIRE

FÉMINICIDES ET IMPUNITÉ, LE CAS DE CIUDAD JUÁREZ, MARIE FRANCE LABRECQUE, LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ, 2012

Anthropologue, spécialiste du Mexique et de l'économie politique et femme de terrain, Marie-France Labrecque nous entraîne dans l'univers de la ville frontalière du Nord du Mexique, Ciudad Juárez. Située entre de nombreuses maquiladoras, le lieu désormais synonyme de violence extrême et reconnu pour être l'un des principaux sites de la guerre sans merci que se livrent les cartels de la drogue, est également le lieu emblématique de ce qu'on appelle aujourd'hui le « féminicide ». Si plus d'un millier de femmes ont été tuées depuis 1993 dans cette ville de 1,3 million d'habitants, la plupart de ces meurtres demeurent impunis. L'ouvrage met en cause l'économie globale et le contexte régional complexe tout en attribuant la responsabilité à tous les paliers des institutions publiques qui, par négligence ou immobilisme, renforcent la violence de ce genre.

Assistez à l'entrevue avec l'auteure Marie-France Labrecque par la journaliste Patricia Powers dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale.

Quand : Dimanche le 17 novembre 2012 - 11 h

Où : Librairie Clément-Morin (4000, boul. des Forges, Trois-Rivières)

Entrée libre



À VOIR



REBELLE DE KIM NGUYEN, 2012

Après avoir scénarisé et réalisé les longs métrages québécois *Le Marais*, *Truffe* et *La Cité*, Kim Nguyen lance *Rebelle*, son quatrième long métrage, entièrement tourné en République Démocratique du Congo. Ce drame humain raconte l'histoire d'une jeune fille enlevée par les rebelles et qui deviendra enfant-soldat. Enceinte, elle décide de raconter son histoire à cet enfant qu'elle n'a pas voulu dans son ventre. Présenté en compétition officielle à la Berlinale 2012, *Rebelle* a obtenu l'Ours d'argent pour la Meilleure actrice (Rachel Mwanza) ainsi qu'une mention spéciale du jury œcuménique.

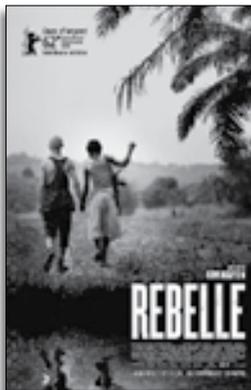
Assistez à la projection de *Rebelle*

Quand : Jeudi le 15 novembre 2012 - 19 h 30

Où : Ciné-Campus

(Salle Léo-Cloutier du Séminaire Saint-Joseph, 858, rue Laviolette, Trois-Rivières)

Entrée gratuite pour les membres et 5 \$ pour les non-membres.



À VISITER

UN BLOG SUR LES CHANGEMENTS QU'APPORTENT LES FEMMES
HTTP://BLOGS.ELPAIS.COM/MUJERES/

Cet espace blogue se veut un endroit de discussions en ce qui a trait aux changements qu'apportent les femmes dans un monde en transformation. Journalistes, spécialistes et collaborateurs discutent et commentent l'actualité internationale pour soulever les inégalités et emmener des débats sur la place publique. Ce site en espagnol offre différents points de vue de personnes d'âges et de profils différents.



LE CS/TR DÉVOILE LES RÉSULTATS DE SA CAMPAGNE « STOPPONSLÉSDEPENSESMILITAIRES.COM »

Le 21 septembre dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la Paix, le CS/TR annonçait en conférence de presse les résultats éloquentes de son action citoyenne contre la montée du militarisme au pays : StopponsLesDepenseMilitaires.com. Au cours des deux dernières années, le CS/TR a récolté l'appui de plus de 7000 signatures de citoyens et citoyennes qui réclamaient du gouvernement Harper qu'il ramène la proportion actuelle des dépenses militaires (24,5 mil-

liards par année) à celle qui prévalait en 1997-1998 (11,3 milliards). Ces résultats seront déposés prochainement à la Chambre des communes par le député fédéral de Trois-Rivières, M. Robert Aubin, qui a accepté de se faire le messager de ces citoyens et citoyennes.

Le CS/TR rappelle que la paix sociale tant au Canada qu'à l'étranger passe obligatoirement par la lutte à la pauvreté et l'exclusion, et le maintien de services assurant des conditions de vie adéquates pour tous.



Jean-Claude Landry, président du CS/TR et Robert Aubin, député fédéral de Trois-Rivières.

LE COMMERCE ÉQUITABLE EN HAÏTI
VIDÉO REPORTAGE ET EXPOSITION PHOTO

Six membres du comité jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières partaient en août dernier dans la communauté de Ste-Suzanne, une région montagneuse au Nord-Est d'Haïti avec IRATAM, organisation haïtienne sans but lucratif spécialisé dans les domaines de l'aménagement du milieu, du développement alternatif et de la protection de l'environnement Agricole, fier partenaire du CS/TR depuis plus de 10 ans.

Munis d'une caméra vidéo et de deux caméras photo afin de capter des té-

moignages des producteurs de café travaillants dans une coopérative de commerce équitable, les membres du comité jeunesse vous préparent :

Un vidéo reportage : En route vers le commerce équitable, un exemple de développement durable au Sud, portant sur les producteurs de café qui se prennent en main et qui ont choisi la route du commerce équitable comme solution.

Une Exposition photo qui porte un Regard sur la vie des producteurs de café et sur la route du grain à vo-



tre tasse. Cette exposition aura pour objectif de mieux réaliser le rôle important que nous pouvons jouer en tant que consommateur, et ce à partir d'une seule tasse de café.

JOURNÉE NATIONALE DE COMMÉMORATION ET D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES
UNE VIGILE POUR NE PAS OUBLIER

Le 6 décembre est la **Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes**. Instituée en 1991 par le Parlement du Canada, cette journée souligne l'anniversaire du meurtre de 14 jeunes femmes en 1989 à l'École polytechnique de Montréal. Elles sont mortes parce qu'elles étaient des femmes. En plus de commémorer les jeu-

nes femmes qui ont perdu la vie à la suite d'un acte de violence sexiste qui a choqué la nation, le 6 décembre offre l'occasion à la population de réfléchir au phénomène de la violence à l'égard des femmes dans notre société. C'est également l'occasion de penser aux femmes et aux jeunes filles pour qui la violence est une réalité quotidienne et de se souvenir de celles qui sont dé-

cedées des suites de la violence dirigée contre les femmes.

Le Comité femmes et développement du Comité de solidarité Trois-Rivières tient à souligner cette journée par une vigile commémorative qui aura lieu le 5 décembre prochain. C'est en toute simplicité que les membres de ce comité souligneront l'événement en mémoire des victimes et de toutes les femmes qui subissent la violence partout dans le monde.

Pour information:
819-373-2598 poste 318

Une campagne pour promouvoir

le coquelicot blanc

Le CS/TR lance officiellement la campagne du «coquelicot blanc» en Mauricie, un symbole complémentaire au coquelicot rouge, qui s'oppose aux guerres actuelles et qui souhaite commémorer le drame vécu par toutes les personnes victimes de la guerre, dont les civils, enfants comme adultes, qui représentent aujourd'hui près de 90% du total des victimes des conflits modernes.

Procurez-vous le coquelicot blanc au coût symbolique de 1\$

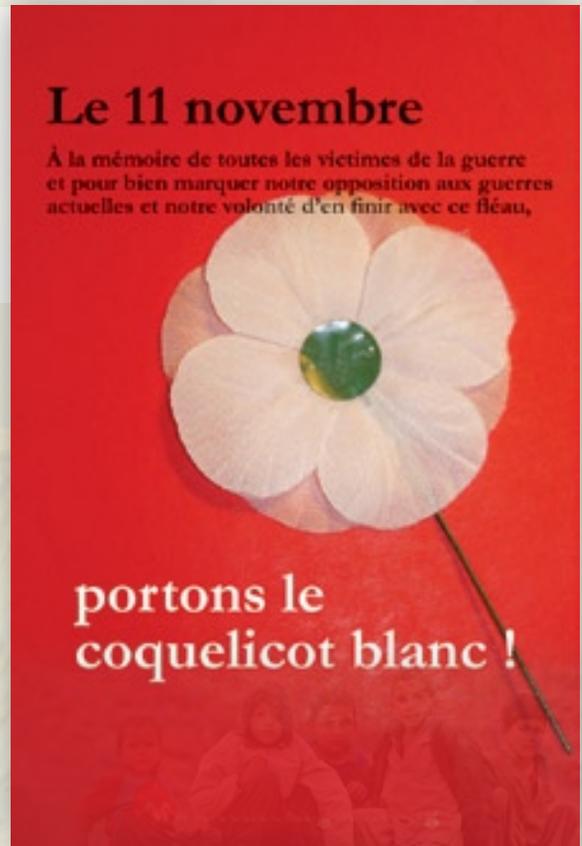
Où : Comité de Solidarité/Trois-Rivières
(942 rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières) ou lors
des différentes activités publiques que le CS/TR
mènera d'ici le 11 novembre prochain,
Jour du Souvenir.

Pour effectuer une commande en Mauricie :

Contactez Ginette Houle : (819) 373.2598 poste 0



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



L'HISTOIRE DU COQUELICOT BLANC, DE 1926 À AUJOURD'HUI...

L'idée du port d'un coquelicot blanc a commencé à germer en Angleterre en 1926 alors que la Première Guerre mondiale avait entraîné la mort de 10 millions de soldats et d'un million et demi de civils. En novembre 1933, dans le contexte d'une nouvelle montée des tensions au niveau international, la première campagne du coquelicot blanc fut lancée en Angleterre par la Co-operative Women's Guild (CWG). Celui-ci visait à commémorer toutes les victimes de la guerre et contrer les courants militaristes de l'époque. Le Peace Pledge Union, mouvement pacifiste, appuya ensuite cette

initiative et prit par la suite en charge la production et la vente des coquelicots blancs jusqu'à aujourd'hui. Au Canada, cette campagne a pris son essor en 1998, suite à la publication d'un article dans le bulletin d'information de Conscience Canada, le mouvement des objecteurs de conscience à l'impôt militaire. L'année suivante, un dépliant d'appui à la campagne des coquelicots blancs a circulé parmi des groupes actifs pour la paix dans différentes régions du pays jusqu'au Collectif Échec à la Guerre qui l'a diffusé à travers la province du Québec en 2011.

